

LA NOUVELLE ESPAGNE

Año II

Hebdomadaire d'Information Républicaine

Núm. 30

Redacción y Administración: (PARIS I)
10, RUE DES PYRAMIDES

Paris, 29 de Agosto de 1946

Precio del ejemplar: 5 Fr.

EL DOMINGO, EN LONDRES, millares de personas, reunidas en el «Trafalgar Square», aclaman con entusiasmo a la República Española y piden al Gobierno inglés que modifique su política con respecto a España

CELEBRANDO LA LIBERACION DE FRANCIA

El Sr. Sánchez Guerra, en los actos de Chambord, exalta el recuerdo de los españoles muertos en de- fensa de la democracia

Con motivo de cumplirse el segundo aniversario del fusilamiento por los alemanes de un grupo de españoles y franceses en los pueblos de Ferté de St. Cyr y Chambord Dep. Loir et Cher) se celebraron en las citadas localidades unos actos conmemorativos a los que asistió en nombre del Gobierno de la República el Ministro Sr. Sánchez-Guerra, quien dirigió la palabra, en francés y en español, a los numerosos asistentes poniendo e relieve la conducta heroica de los fusilados y el comportamiento de las autoridades locales que han sabido honrar siempre mercedamente a nuestros desgraciados compañeros.

"Estos muertos — dijo el señor Sánchez-Guerra — que tuvieron la inmensa suerte de poder dar la vida por su ideal, vivirán siempre en nuestro recuerdo y, en realidad, para nosotros, espiritualmente, todavía continúan viviendo porque los muertos sólo desaparecen de verdad cuando uno se olvida de ellos".

También hablaron los alcaldes de Ferté de St. Cyr y de Chambord y el Prefecto del departamento que tuvieron para los caídos

LONDRES. — El domingo se celebró un gran mitin en « Trafalgar Square », organizado por las Trade Unions con el fin de protestar contra la subsistencia del régimen franquista, hecho que es posible por la política de tolerancia, incomprensible, de los anglosajones.

Millares de manifiestos, consignas y pasquines condenando las « complacencias » en favor del franquismo, fueron distribuidos. Grandes pancartas, exigiendo una política más realista al Gobierno británico, eran llevadas por un grupo compacto de trabajadores ingleses que acudían al mitin entonando el Himno de Riego y la « Internacional ».

El acto fué imponente. El « Trafalgar Square » estaba desbordante de público, que aclamó con entusiasmo a la República Española.

Intervinieron en el mitin Jacobs, secretario de los Sindicatos londinenses ; M. White, Secretario General de funcionarios de la Administración ; Hannen Swaff, periodista socialista ; Clemente García, en nombre de los republicanos españoles, y Arthur Deaker, representante de las Trade Unions, verdadero animador de las manifestaciones antifranquistas.

Todos los oradores coincidieron en apreciar la política inglesa como demasiado contemporizadora con respecto a Franco, enemigo declarado de la Gran Bretaña como lo ha de-

mostrado suficientemente en el transcurso de la guerra contra el fascismo. Un orador protestó de las facilidades que el Gobierno franquista ha encontrado en Londres para adquirir un inmueble que, inmediatamente, se ha convertido en un centro de agitación franquista.

El líder sindicalista Arturo Deakin, declaró que los sindicalistas británicos deseaban la intervención directa de la O.N.U. para restablecer la democracia en España.

Numerosas resoluciones fueron adoptadas, destacando entre las mismas las siguientes :

1a. — La ruptura inmediata de relaciones comerciales y diplomáticas con el Gobierno del general Franco.

2a. — El reconocimiento del Gobierno Republicano presidido por el doctor Giral.

3a. — Apoyar sin reservas, por parte de los Sindicatos británicos, la política adoptada por la Federación Sindical Mundial de « boycott » internacional contra Franco, y

4a. — Dirigirse a la Asamblea de las Naciones Unidas, recomendándole sean adoptadas las conclusiones del Subcomité de Seguridad con respecto a Franco, y aplicar con todo vigor las medidas pertinentes que de tales conclusiones se derivan.

El acto terminó en medio del mayor entusiasmo.

MALGRE SON PRETENDU PACIFISME, Franco intensifie le réarmement de son Armée

L'ESPAGNE FRANQUISTE TERRE « D'ASILE »

350 Allemands de la Gestapo passent à Majorque leurs « vacances »

Voici une information très intéressante qui a été publiée par « Le Patriote » de Toulouse :

"La situation en Espagne franquiste est de jour en jour plus tragique.

Ce pays des larmes et des deuils est aussi le pays de l'anémie et de la faim.

L'Espagne vit sous la terreur et dans la peur de la famine.

Les produits manquent... deviennent de plus en plus rares et les prix montent, montent toujours.

Oh ! bien sûr les vitrines des magasins sont bourrées de denrées... mais quel prix.

Seuls quelques rares privilégiés peuvent les acheter. Mais les mendiants sont de plus en plus nombreux dans les rues, la mortalité infantile toujours plus forte et la prostitution prend des proportions de plus en plus inquiétantes.

A MAJORQUE

A Majorque, comme en Espagne, à Majorque où la vie était douce, calme et facile sous un ciel de lumière, dans un climat idéal, les conditions de vie deviennent de plus en plus

LES CRIMES DU FRANQUISME

Le total de tués pendant la guerre espagnole d'après les statistiques franquistes, se chiffrent à un million cent mille; seulement dans l'Armée de Franco 75.000 ont été portés manquants et les phalangistes accusent les « rouges » d'avoir fait disparaître 85.949 fascistes non combattants.

Si nous tenons compte que dans les rangs de l'Armée républicaine il y a eu 150.000 morts, soit le double que dans les rangs franquistes, il faut reconnaître que le franquisme avait assassiné à la fin de la guerre 790.000 espagnols.

Un journal de Madrid dénonce les commentaires étrangers sur le régime franquiste, en disant que l'on exploite le sentimentalisme des peuples, en inventant des exécutions politiques ou d'innocents sans aucun fondement, puisque l'on n'a fusillé en Espagne que des malheureux criminels responsables d'horribles crimes de droit commun.

Mais alors, quels horribles crimes de droit commun avaient commis M. Companys, Président de la Catalogne, ou M. M. Zugazagoitia et Peyró, ministres de la République espagnole ? S'il y a un crime, c'est bien de la part des franquistes qui profitant de l'occupation allemande, ont arrêté ces malheureux en France afin de les conduire en Espagne devant un peloton d'exécution.

Quels sont les crimes du Dr. Espinosa, ministre de la Santé du Gouvernement d'Euzkadi ? Et de ces quelques vingt prêtres basques qui ont été également fusillés ? Et ceux de M. Carrasco Formiguera, catholique catalan, dont l'exécution n'a pu être évitée par la Compagnie de Jésus qu'il avait courageusement défendue devant les Cortès Constituentes ? Quels sont les crimes des militaires loyaux à la République qui ont payé leur loyauté de leurs vies ? Et ceux de milliers et de milliers d'innocents ?

L'explication est que dès les premiers moments de la rébellion la haine s'est installée à la place de la justice et les franquistes ont appliqué la maxime implacable : " Qui n'est pas avec nous, est contre nous ".

C'est la raison pour laquelle, en novembre 1938, Franco déclarait à l'United Press :

" Nous avons une liste de deux millions de délinquants avec la preuve de leurs délits et les noms des témoins ".

Mais l'opinion mondiale en a déduit que Franco avait menti ou que l'Espagne était un pays indigne de figurer parmi les nations civiles.

que le Code de Justice Militaire qui punit sévèrement la rébellion, l'aide à la rébellion, etc. C'est toujours le même Code mais les Cours Martiales son bien différentes, elles sont constituées par des militaires rebelles dont la conscience n'est point troublée par le fait d'édicter la peine de mort ou de travaux forcés contre quiconque a commis le crime horrible d'avoir été loyal au régime légalement établi. C'est ce délit que les rebelles qualifient de rébellion.

Mais les Cours Martiales ne sont pas les seules instruments de mort en Espagne. Les phalangistes adorent l'action directe, la justice personnelle et cette préférence les a même amené à commettre un attentat contre la personne du général Varela, alors Ministre de la Guerre, qui était cependant un éminent collaborateur de la justice franquiste.

En résumé, militaires et phalangistes ont rivalisé dans l'application de leur justice et les résultats peuvent en être appréciés par la lecture des statistiques officielles. Nos lecteurs pourront le remarquer :

On évalue couramment à un million le nombre des morts de la guerre civile espagnole, y compris ceux qui tombèrent sur le front et les victimes des représailles politiques qui ont sévi dans les deux camps. Ce chiffre global est donné généralement par la presse franquiste. Voici un an l'Ambassadeur M. Lequerica confiait à un ancien ministre républicain que le total des victimes s'élevait à UN MILLION CENT MILLE.

Une publication officielle du Ministère de la Justice (" La domination rouge en Espagne " — Information instruite par le Ministère public — Madrid, décembre 1943)

déclare que le nombre d'Espagnols assassinés par les " rouges " s'élève à 85.940.

Selon le général franquiste Millan Astran-

... de verdad cuando uno se olvida de ellos...
 También hablaron los alcaldes de Ferté Saint Cyr y de Chambord y el Prefecto del Departamento que tuvieron para los cálidos frases de cálido elogio y pusieron de relieve la estrecha y sincera amistad que une a Francia con España. Se leyeron, asimismo, unas cuartillas del Presidente del Gobierno Español, señor Giral, que fueron acogidas con grandes aplausos.

Terminadas las ceremonias necrológicas en homenaje a nuestros compatriotas asesinados cuyos nombres son : Juan Correas, Federico Esponda, José Castilla, Simón Duque y Miguel Sales, la comisión organizadora de dichos actos compuesta por los destacados trabajadores de "Eaux et Forêts", Juan Manent, Jaime Puigdelvíol y David Autá y numerosos españoles de todo el Departamento de Loir et Cher, ofrecieron un banquete al ministro y a los jefes de Eaux et Forêts señores Yves Decap y James Marchais.

El señor Sánchez-Guerra dirigió de nuevo a palabra a los concurrentes encomiando la unidad política, la confraternidad y el entusiasmo que había observado entre los españoles allí presentes.

"Esta unidad — dijo el ministro — ha de ser nuestra más poderosa arma para derrotar, nosotros solos, sin ayuda de nadie, a Franco, y si alguien habla intencionadamente de quebrantarla debéis mirarle con recelo porque tengo la evidencia de que se trata de un traidor o de un agente franquista".

Todos unidos — añadió luego — sin matices ideológicos, sin distancias regionales, conderales, comunistas, socialistas, republicanos, catalanes, vascos, gallegos, andaluces, astellanos, vamos a hermanarnos para reconquistar la República y para hacer luego de España una gran nación y no olvidéis nunca que las grandes naciones sólo se edifican con la colaboración y con el respeto de todos, desde la oposición y desde el poder".

El señor Sánchez-Guerra, que llegó a Chambord acompañado de su esposa, fué invitado por el Alcalde, Mr. Nain, a alojarse en el histórico castillo. Antes de regresar a París hizo entrega de unos donativos en metálico a la comisión organizadora de los actos y al alcalde de la Ferté de Saint Cyr.

LA CONFERENCIA

INTERNACIONAL SOCIALISTA,

reunida en París,
 en asistencia de Delegados de
 21 países,

ha acordado prestar un eficaz apoyo al pueblo español para que reconquise su libertad y mantenga el régimen de legalidad republicana, del que fué desalojado por la fuerza.

(Información en cuarta página.)

de son Armée

L'Etat-Major franquiste poursuit l'établissement et l'exécution de ses plans de réarmement, malgré les affirmations réitérées de pacifisme que le « Caudillo » a formulées à maintes reprises, pour s'attirer la bienveillance des Nations Unies.

En appui de ceci, nous allons transcrire la note de commande qui vient d'être passée A UNE SEULE USINE, l'Hispano-Suisse, de Barcelone et de Ripollés :

« MACHINERIE APPARTENANT A L'ARMÉE DE L'AIR. — 33 lots de 10 unités chacun, pour la fabrication de moteurs H.S. 89-12-Z. 11 lots de 10 unités chacun, pour la fabrication de canons H.S., type 404 de 20 mm.

COMMANDE DE 50 MOTEURS 89-12-Z. — 12 Finis et envoyés à H. Aviation de Séville. 6 Finis en H.S. 32 fabriqués, en attente de montage et d'essayage.

COMMANDE DE 500 CAMIONS TYPE 4 T - 4 G. — 400 Finis et livrés aux transports militaires. 100 terminés en attente de livraison.

COMMANDE DE 40 FOURGONS. — 15 finis et entreposés à Sabadell. 25 finis et entreposés à H.S.

COMMANDE DE 60 ADAPTATIONS DES PIÈCES D'ARTILLERIE. — 60 canons de 20 mm. réparés provenant de la récupération. 60 adaptations de colonne (fabriquées en H.S.) en destination au Parc Central de Madrid.

COMMANDE DE 200 CANONS H.S. DE 20 MM. — 100 pour adaptation, finis et envoyés à Madrid. 100 pour moteur avion 89-12-Z entreposés en H.S.

COMMANDE DE 200 CANONS DE 20 MM. (NOUVEAU CONTRAT). — 100 en fabrication. 40 finis et entreposés en H.S.

COMMANDE DE 25.000 OBUS DE 20 MM. POUR EXERCICES DE TIR. — 12.500 en dépôt, le reste employés pour des essais de canon.

COMMANDE DE 100.000 OBUS DE 20 MM. — 50.000 fusées en attente de la charge explosive. 50.000 obus en fabrication. 100.000 détonateurs d'obus en fabrication.

On peut constater, dans le détail de cet aperçu, que le franquisme, en commandant la construction de matériel lourd et des éléments nécessaires à son emploi, ne fait pas précisément preuve de desseins pacifiques.

A Majorque, comme en Espagne, à Majorque où la vie était douce, calme et facile sous un ciel de lumière, dans un climat idéal, les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles.

Un Espagnol républicain, arrivé récemment en Andorre, libéré de "Santa Mir" unes des prisons majorquines nous dresse un sombre tableau :

Les prix des denrées alimentaires de première nécessité montent de façon extraordinaire. L'exemple qu'un Espagnol cite toujours en premiers lieu, c'est le prix d'un litre d'huile d'olive. Actuellement, lorsqu'on en trouve, on le paie 60 pesetas (720 franc). Mais les salaires d'un ouvrier, es de 16 à 17 pesetas par jour.

Très nombreux sont les cas de maladies provoquées par la faim et la mauvaise alimentation. Le sanatorium de Caubet, à Majorque est comble. La plupart des malades sont des tuberculeux, que la sous-alimentation a menés là.

Le régime des prisons majorquines de Santa Mir et de Bellver est épouvantable et rendu encore pire par le nombre immense des prisonniers.

Franco arrête, torture et emprisonne de plus en plus. Les forces de police, les phalangistes sont de jour en jour plus cruels.

FRANCO RENFORCE SA GARDE

Car Franco a beau essayer de faire croire au monde qu'il y aurait un certain relâchement dans son système de répression, il n'en est rien.

La "Guardia Civil" demande d'urgence 4.000 nouveaux engagements. Les promotions se font très rapidement dans ce corps, car il faut toujours former de nouveaux cadres pour les nouvelles recrues.

Les examens ont lieu à Madrid et les promotions à l'Académie militaire de Tolède et, bien sûr, chaque Guardia Civil doit posséder la carte de la Phalange.

350 MEMBRES DE LA GESTAPO

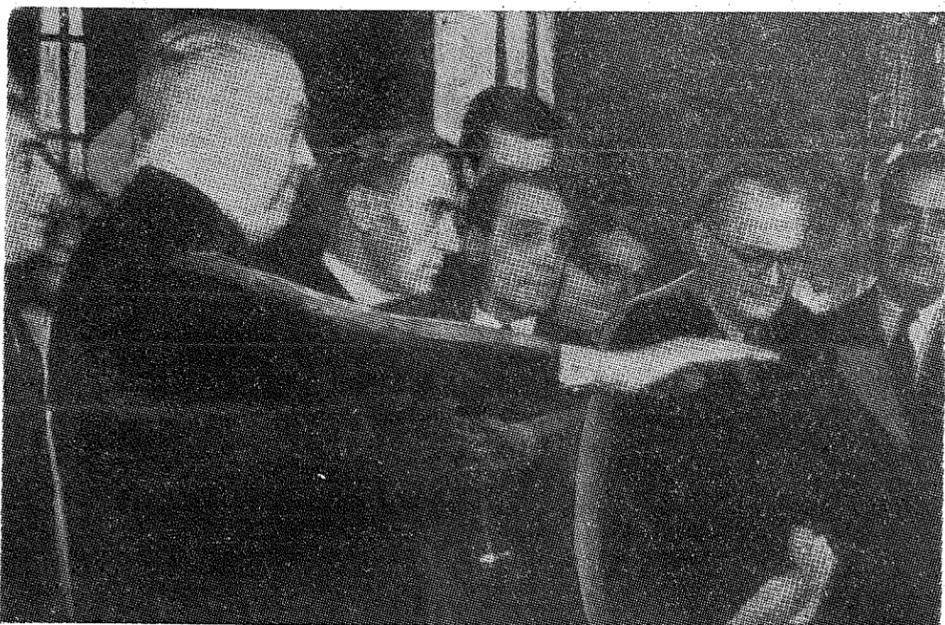
Et pendant que les habitants de Majorque ont fait, environ 350 Allemands vivent des jours heureux dans ce pays y connaître la moindre restriction. La plupart, sinon tous, sont de la Gestapo. Parmi eux, se trouvent deux généraux de la Wehrmacht, dont un S.S. Ils résident à San Augustin. Bon nombre de ces Allemands vivent à Puerto de Pollença, à Puerto Aladía et à Salines de Camp, en toute liberté, évidemment, avec tout le confort, et toutes leurs aises. Beaucoup ont leurs familles avec eux et logent dans les villas les plus luxueuses. Les autres habitent dans des chalets. Degrelle, le traître belge, vit en leur compagnie. La vie est belle pour les nazis sous le ciel de Majorque.

On boit, rit et mange pendant que le peuple meurt de faim ou souffre dans les prisons de Franco.

A Alcalá de Henares, les détenus ont manifesté pour la République

MADRID. — On apprend que les détenus politiques à la prison centrale d'Alcalá de Henares, ont organisé une manifestation le 18 Juillet, pendant la promenade, acclamant la République. Même un drapeau républicain a surgit on ne sait d'où et a été promené aux cris de Vive la République ! dans la cour de la prison.

A la suite de cet incident, tous les détenus d'Alcalá de Henares ont été isolés. Seuls les détenus en traitement à l'infirmerie ont été épargnés de cette mesure.



Estos días se ha cumplido el primer aniversario de la memorable reunión en Méjico del Parlamento de la República Española en la cual, conforme a los preceptos constitucionales, fué provisionalmente investido de la más elevada Magistratura del Estado español, el Excelentísimo Señor Don Diego Martínez Barrio. He aquí la fotografía que recoge el momento solemne de la promesa presidencial.

L'ACTIVITE DE LA RESISTANCE ESPAGNOLE est plus grande chaque jour

Le Gouvernement de Franco lutte contre les difficultés croissantes; la crise économique va en s'aggravant et les actions de maquis se font de plus en plus audacieuses. Les provinces qui souffrent le plus cruellement de la crise économique sont précisément celles où l'action souveraine est la plus audacieuse. Les coups de main du maquis sont

particulièrement nombreux en Andalousie et en Estremadoure. Ils sont toujours appuyés par la sympathie de la population et même d'une partie de l'armée.

Dans certaines régions, les chefs des insurgés sont des officiers supérieurs en activité; par exemple, c'est un officier de l'armée active qui dirige le ravitaillement du maquis,

à des centaines de milliers de délinquants avec la preuve de leurs délits et les noms des témoins". Mais l'opinion mondiale en a déduit que Franco avait menti ou que l'Espagne était un pays indigne de figurer parmi les peuples civilisés. Car il est invraisemblable que le hasard géographique et militaire ait concentré tous les délinquants dans la même zone belligérante ; dans l'autre zone, il ne saurait manquer d'y en avoir. Que penser alors d'un pays qui compte au moins 10 pour 100 de délinquants ?

Pour mieux comprendre les déclarations de Franco et l'épouvantable rigueur de sa "justice", nous reproduisons un autre passage de ce même journal madrilène qui proteste contre l'attitude de la presse étrangère : "On s'a créé en Espagne mille formes de délit, nul Tribunal spécial destiné à juger les délits et à appliquer les peines, mais on a simplement utilisé pendant la Croisade et après, les mêmes Codes pénaux qui existaient sous la Monarchie et durant la République.

C'est bien vrai. Le franquisme, par le truchement des Conseils de Guerre appli-

ministère public — Madrid, décembre 1943) déclare que le nombre d'Espagnols assassinés par les "rouges" s'élève à 85.940.

Selon le général franquiste Millan Astray, chargé des services militaires des statistiques, il n'y aurait eu guère plus de 75.000 morts dans l'Armée de Franco.

A combien s'élèvent les pertes de l'armée républicaine (armée basque et catalane y comprises ?). Celles-ci ne figurent dans aucune statistique officielle ; du moins à notre connaissance. Supposons que ces pertes aient été plus lourdes que celles des armées de Franco. Le double ? Peut être. Admettons un chiffre global de 150.000.

Il n'en est pas moins vrai qu'il resta encore l'effroyable chiffre de 789.000 victimes qui n'ont pas été sacrifiées sur le front, mais qui n'ont pas été davantage assassinées par les "rouges".

Rien moins que 789.000 victimes ! Et encore devons nous être reconnaissants à Franco de ne pas avoir tué les deux millions de "délinquants" dont la liste avait déjà été établie en 1938.

LA FUITE DE LEON DEGRELLE

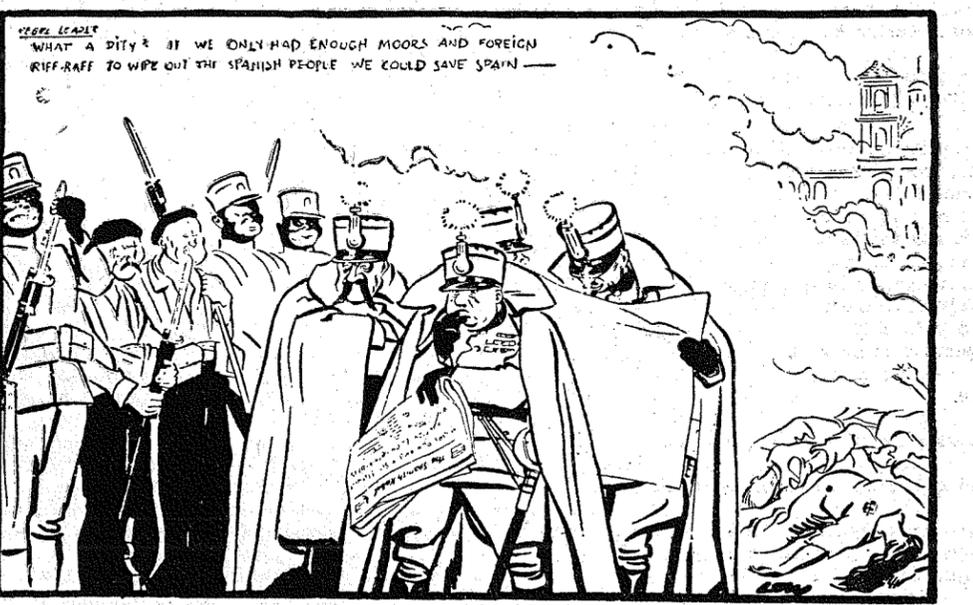
LE GOUVERNEMENT BELGE ACCUSE LE FRANQUISME d'avoir préparé l'évasion du chef rexiste

Nous avons enregistré la nouvelle de la fuite de Degrelle, préparée par le gouvernement de Franco. Un tel événement aura, certainement, des répercussions sur les rapports, déjà un peu froids, de l'Espagne et de la Belgique.

Le Ministre des Affaires Etrangères belge, M. Spaak — qui occupe aussi la présidence de l'ONU — a déclaré que le départ de Degrelle pourrait entraîner des conséquences regrettables, d'autant plus que sa destination est inconnue. On sait, en effet, que l'ancien chef des rexistes pouvait « prendre la frontière de son choix ». Toutefois, selon certaines informations, il serait en route pour Buenos Aires à bord du navire espagnol « Monte Ayala ».

N'ayant pas eu de précisions de la part du gouvernement de Franco, le ministère a publié aujourd'hui un communiqué dont voici la conclusion :

« M. Spaak a eu ce matin un entretien avec le chargé d'affaires d'Espagne, et ne lui a pas caché l'émotion que les derniers événements survenus dans l'affaire Degrelle lui causait en Belgique. Il lui a confirmé qu'ils étaient de nature à rendre plus difficiles encore les relations entre la Belgique et l'Espagne. Il a prié le chargé d'affaires d'Espagne de lui faire connaître sans délai par quelle frontière Degrelle, exécutant un ordre qui lui avait été donné, avait quitté le territoire espagnol. »



Caricatura neozelandesa. Low en su fina ironía hace decir por boca de Franco : «Si tenemos bastantes moros y extranjeros para depurar el pueblo español, podremos salvar a España ».

CRONICA • REPORTAJES • CRITICA

MIRANDO AL PORVENIR

Lo que ofrece Franco

a la juventud española

por JULIO JUST

La noticia del incidente que se ha producido en la Conferencia de la Paz, de París, entre M. Byrnes y M. Molotov y las dificultades que a cada momento surgen entre las naciones democráticas, vencedoras en la guerra, para poder llegar a establecer en el mundo un orden fundado en la confianza entre los pueblos que asegure la paz y el bienestar general, dan ánimos a Franco para seguir resistiendo la presión que se ejerce contra él en el interior del país y también en el exterior, aunque no en la medida y con la extensión que cabía esperar. Su consigna es ganar tiempo, en espera de la guerra; de la guerra que parecen anunciar los pesimistas y los trabajos que por todas partes se hacen febrilmente, en un loco deseo de emulación, para encontrar nuevas armas, nuevos medios de destrucción. Porque la guerra, una nueva guerra en el mundo en la que se afronten, como algunos dicen o piensan, dos bloques inmensos de pueblos que comprendan, de un lado a todos los pueblos eslavos bajo la dirección de Rusia, y de otro los pueblos de Europa occidental y los del continente americano, es decir el bloque atlántico del que ha hablado Lippmann, es la amnistía internacional para su régimen; la cancelación de sus inmensas responsabilidades durante la guerra poniendo al servicio de los italo-germanos para su vasta y sabia red de espionaje todo el litoral del Mediterráneo español, y los puntos estratégicos del África española, y las bases Baleares para vigilar los movimientos de la flota y la aviación aliada y el traslado de sus ejércitos de un lugar a otro; y la amenaza, durante el desembarco americano en África, de las fuerzas de Orgaz situadas de modo que en cualquier instante podían cortar las comunicaciones entre Túnez, objetivo principal del desembarco, y las bases atlánticas; y las responsabilidades en el golpe de Estado de Petain, que cortó todo intento de resistencia en Francia, anulando los esfuerzos de Reynaud, Georges Mandel y otros patriotas, entre los que se debe citar, para rendirles un tributo de justicia, a los ochenta y cuatro parlamentarios que votaron contra Petain, para continuar a todo evento la resistencia; y el servicio prestado antes al mando italo-alemán, inmovilizando en la frontera pirenaica medio millón de soldados y la artillería y la aviación que tanta falta habían de hacer cuando en los angustiosos días de junio de 1940 comenzó la batalla que con justa razón llamó Weygand

« batalla de Francia »; y las intrigas de Lequerica en Vichy y de Falange en la América española y en Filipinas para minar la confianza en los Estados Unidos predicando a todos la revuelta contra esta nación.

Una nueva guerra es la suprema esperanza de Franco para consolidar su régimen a base de su poder personal. No cuentan para nada en sus cálculos los intereses de España. ¿Qué importa que hayan muerto dos millones de españoles por culpa de él y que haya miles de ellos en las cárceles de España y varios cientos de miles en el extranjero, entre los que se cuentan altísimos valores de la ciencia, el arte y las letras, y obreros de calidad, especialistas que allá en donde han trabajado se han hecho admirar, todos los cuales tanta falta hacen al país y que no entrarán en él mientras el despótico régimen subsista!; ¿Qué importa que haya hambre y miseria, que se haya retrocedido medio siglo en el dominio de la cultura al interrumpir la magna obra en favor de la cultura que estaba realizando la República!; ¿Qué importa que haya aumentado la deuda, que se viva mal, que no haya viviendas, que no se hayan reparado aún todos los estragos causados por la guerra que él provocó!; ¿Qué importa que ninguno de los fines que se propuso alcanzar, según anunciaba en sus discursos, y la prensa y que todo el aparato de la propaganda franquista, repetía, entre los cuales estaba la creación de un vasto imperio, no se hayan alcanzado!; ¿Qué importa que a consecuencia de la guerra fratricida se hayan abierto abismos de sangre entre los españoles y que se hayan consumido de modo tan lastimoso en esa criminal pugna tantos caudales de energía, de valor, tantos tesoros y tanta sagre y tanta inspiración que eran necesarios para poner en pie al país para realizar la obra histórica que se dibujó en la conciencia nacional, al rayar el alba del 14 de abril, a la que convidaron los hombres de la República a la nación entera!

Nada de eso importa, sino seguir teniendo el poder en las manos y evitar el castigo al que se han hecho acreedores Franco y sus colaboradores por sus crímenes de lesa patria. Y si para llegar a eso es necesario lanzar al país a una nueva hecatombe, metiéndole en una guerra universal, en la que sueñan todos los que no sufren en su carne ni en su espíritu los horrores de la guerra y son insensibles al dolor de los que los su-

fren, no les preocupa. Esta idea terrible, alucinante es la que acaricia en su mente Franco, la que trata de poner en marcha su diplomacia y su prensa. Es la que late en la carta a Churchill hablando de una alianza anglo-española; los dos « únicos pueblos viriles que quedan en Europa para hacer frente a Stalin y sus ejércitos ». Es la llama que caldea sus palabras en los últimos discursos que ha pronunciado, lo que sostiene en sus cuadros a los falangistas comprometidos gravemente en la guerra y en la despiadada represión que le siguió. Una guerra, una nueva guerra es lo que esperan, es lo que desean en su desatada vanidad los hombres que se hallan al frente de los destinos de nuestra patria en estos momentos. Y a esta idea criminal sacrifican todas las inmensas posibilidades de una raza de tan prodigiosa energía como la nuestra, con un territorio que en su extensa diversidad encierra riquezas considerables que, inteligentemente explotadas, podrían ser la base de un bienestar y de una seguridad en el porvenir que tanta falta le hace a nuestro pueblo. Si se desbordan los ríos porque no se hacen diques y embalses; si se agostan las plantas, si se pierden las cosechas hundiéndose en la miseria y en la desesperación a los pobres campesinos porque no hay agua para regar la tierra, aunque los ríos lleguen al mar acarreado cientos de miles de metros cúbicos de agua, y se hallen rojos de la tierra que van robando al territorio nacional; y si no se hacen escuelas, y aumenta el analfabetismo, y nuestra cultura superior decae falta de medios y de estímulos; si nuestra industria no puede competir con los productos de las de otros países más adelantados y venimos a caer en servidumbre de ellos, y si nuestro comercio languidece, y el pueblo sufre hambre y degenera, o para salvarse emigra a otros pueblos; qué importan todos esos males si se piensa que se tiene un gran ejército, y se tienen cañones, y se fabrican municiones y se lanzan nuevos barcos de guerra al mar, y hay cientos de generales y muchedumbre de almirantes; y miles de soldados sobre las armas, y se hacen fortificaciones a lo largo del Pirineo, y en tales puntos del litoral y en nuestros archipiélagos canario y balear! Todo eso es necesario para que el concurso de España sea solicitado y apreciado en la próxima guerra, esa con la que sueñan todos los Francos y aprendices de Franco que hay por el mundo.

Por eso no se repetirá bastante, para que se enteren los que parece que no se enteran, para que oigan los que parece que están sordos, cuán urgente es para afianzar la paz en el mundo la desaparición de ese régimen ominoso que, nacido entre los horrores de una guerra, quiere perpetuarse provocando otra, más sangrienta si cabe, más feroz, aunque Europa y el mundo se sumen en la barbarie.

Sólo la República es una garantía de paz en España y un factor para mantenerla en el mundo. Por tener ese espíritu pacifista proclamado aliamente en nuestra Constitución fuimos acusados por los Franco y sus parciales que buscan hacerse una personalidad en las matanzas, de cobardes, de blandengues y hasta de malos patriotas. Al parecer, sólo es buen patriota aquel que hace matar más gente en los campos de batalla, no aquel que hace vivir mejor a sus compatriotas y los pone al abrigo de necesidades y de terrores. Demostramos este espíritu pacifista en nuestra actuación dentro de la Sociedad de Naciones. Lo demostramos durante la guerra. En nuestras manos estuvo más de una vez el desatar la guerra mundial, y aunque estábamos seguros de que esto podía ser un medio de acabar la guerra en España y de consolidar el régimen venciendo de una vez a las fuerzas oscuras de la sociedad española que se oponían al triunfo de la Libertad en nuestro país, no quisimos hacerlo, retrocedimos siempre, espantados ante la idea de un conflicto mundial, considerando los inmensos males que éste había de ocasionar a la humanidad y a la civilización.

Yo estoy seguro que si a Franco se le ofreciera una ocasión como la que nosotros tuvimos para hacer estallar la guerra el día en que la flota alemana del Mediterráneo bombardeó la plaza indefensa de Almería, sin habernos declarado la guerra, no vacilaría un instante en provocar la catástrofe, porque eso es, ya lo he dicho, lo que busca; y eso es en definitiva lo que a la hora presente promete, en su calidad de guía de España, a la juventud española. Nada importa si al final toda España humea, y es un inmenso montón de ruinas, con tal de que él, mirando con ojos de desafío hacia las fronteras desde lo alto de las ruinas, pueda seguir gritando, monomaniático trágico, con las manos tintas en sangre: ¡ Arriba España!

GALICIA EN LA LUCHA ANTIFRANQUISTA

LOS TRABAJADORES, EL CLERO Y EL EJERCITO

LA SITUACION DE LA CLASE OBRERA

Cuanto hemos venido diciendo de la forma difícil en que los obreros se desenvuelven en toda España es aplicable a Galicia, y aun podríamos decir que es aquella una de las regiones donde la estrechez de vida de los elementos trabajadores se acusa más profundamente.

¿Pais productor el país gallego y, sin embargo, no pueden los obreros comer lo necesario para nutrirse regularmente. De veinticinco a treinta pesetas diarias serían menester para ello, y sus jornales quedan muy por debajo de esta cifra. Sólo en algunos puertos pesqueros una parte de la población obrera come pescado y algunas patatas, pero no en suficiente cantidad para su sustento.

Los sueldos de los obreros de la construcción son de quince pesetas el oficial de primera, doce el de segunda, diez el de tercera y ocho los peones. El salario estipulado a los marinos mercantes es de cincuenta duros al mes.

El racionamiento semanal en la ciudad es de un cuarto de litro de aceite, doscientos gramos de azúcar y un trozo de jabón muy pequeño. Cuando hay patatas dan hasta dos kilos por persona. Como no alcanza el racionamiento, que además muchas veces es teórico, todos se ven obligados a comprar de « estraperlo », pagando 26 pesetas el litro de aceite, 17 el kilo de azúcar, 12 el kilo de harina, 20 el kilo de carne y 18 la docena de huevos.

Las mujeres y los niños trabajan, por regla general, para ayudar al sostenimiento de la casa.

El número de obreros parados es muy crecido y muchos de ellos se dedican, constreñidos por la necesidad, al mercado negro, ocupación ingrata y arriesgada cuando se practica en pequeña escala; y lucrativa y cómoda en cambio para los que la realizan en grande y a cubierto.

Estos obreros parados van a la aldea y de allí llevan productos a la ciudad para venderlos, esquivando con mil vueltas y rodeos la persecución de agentes, guardias y empleados de Consumos.

Algunos llegan hasta la frontera portuguesa para realizar lo que por allí designan con el ya citado nombre de « estraperlo ».

El jabón es de los artículos que más escasean. En los pueblos portugueses se paga a cinco pesetas el kilo y en Galicia lo venden los « estraperlistas » a diecisiete y hasta a veinte pesetas.

Ciertas industrias como la metalúrgica de Iglesias, en Vigo, y la conservera de Massó, tienen economato para los obreros. Con estos economatos los trabajadores reciben un racionamiento mejor que el de Abastos.

tas que fueron enviadas por medio de sus familiares. Este caso no es único; con relativa frecuencia se hacen colectas para ayudar a los presos.

EL CLERO Y EL EJERCITO

Como en el resto de España, la mayor parte del clero gallego está « con la situación », comprometiéndose así seriamente los intereses de la Iglesia para el porvenir.

Las coacciones de tipo « espiritual » son frecuentes.

En casi todos los pueblos hay un capellán adscrito a las organizaciones falangistas. Como ahora no existe el llamado Frente de Juventudes, el capellán se encarga de la Juventud Católica. Y es que advirtiendo que el pueblo aborrece todo lo que sea Falange, tratan, por medio de capellanes especiales, de disfrazar las organizaciones juveniles falangistas en juventudes católicas.

Aun teniendo el pueblo gallego un arraigado sentimiento cristiano detesta a la mayoría de los curas por la parte activa que han tomado en los crímenes y abusos falangistas y porque les ve constantemente desnaturar su misión evangélica, reemplazándola por una acción política reaccionaria y de la peor especie.

En cuanto al ejército, he aquí textualmente el informe de una persona que tiene motivos para estar bien enterada:

« La política de Franco consiste en tener contentos a los jefes y oficiales del Ejército a base de buenos enchufes y sueldos, porque sabe que son el núcleo fundamental sobre el que descansa su régimen. Existen algunos oficiales que no son partidarios de Franco; y unos por ser republicanos y otros por rencillas propias entre los militares.

Lo que crea mayor descontento entre los oficiales de carrera, que no tienen ideas falangistas, son los « oficiales estampillados », es decir los falangistas destacados que fueron jefes de centuria, estudiantes universitarios, etc., que al poco tiempo de llegar a los cuarteles adquirieron mayor autoridad y privilegio que los que llevaban muchos años de servicio.

En conversación sostenida por el informante con los capitanes del Ejército franquista, éstos le hicieron ver que eran republicanos y que efectivamente había una mayoría de falangistas en los mandos del ejército, pero que también era indudable que existía mucha desmoralización entre ellos mismos y estaban seguros que, si se produjera alguna « escaramuza » un poco seria en España la disciplina del Ejército se podría venir abajo en poco tiempo. Si los maquis que hay en Francia volviesen a atacar en los Pirineos, sería muy posible que las deserciones en el ejército que controla Franco fueran numerosas.

En Galicia, como en el resto de España, la mayoría de los curas son falangistas y muchos de ellos se dedican a la venta de « estraperlo » para ayudar a su sustento. En Galicia, como en el resto de España, la mayoría de los curas son falangistas y muchos de ellos se dedican a la venta de « estraperlo » para ayudar a su sustento.

DEAMBULANDO

Pues a mí sí que me interesa

por Javier GAMBUS

Noche de verbena. No dé aquellas noches españolas, claras, con la ancha bóveda cuajada de estrellas, sino una noche llena de brumas, oscura, sin la risa alegre de una lucecita en el cielo. Pero noche de verbena *quand-même*. Los franceses se entregan a la danza, y los españoles que han acudido a la fiesta, bailan más que los franceses. Quien no les conociera diría que son ellos los que la han organizado, porque en ello ponen ese entusiasmo, ese furor, que los españoles ponemos en todas las cosas.

Con mi amigo hemos ido a dar una vuelta por la plaza. No bailamos (¿qué vamos a bailar!) pero como nos gusta ver a los otros divirtiéndose, hemos ido allá, haciendo, por excepción, de noctámbulos callejeros.

Encontramos varios amigos. Uno de ellos vino a saludarnos y a las pocas palabras se enzarzó la conversación en el tema de siempre entre refugiados: el regreso a España.

—Yo — dijo nuestro hombre — no sé si creo o dejo de creer todo cuanto ahora se dice de nuestro próximo regreso a España. Estoy tan desencantado que ya no sé a qué santo encomendarme.

—Realmente — dijo mi compañero de paseo — siete años de espera rompen todos los resortes.

—Ya lo creo que los rompen. Pero, además, — añadió nuestro interlocutor — ir a España... ¿para qué? Porque yo les soy franco: si tenemos que ir a España con una República de pasta-flora, que no se atreva con los capitalistas, y que, en consecuencia, no tenga en cuenta para nada nuestras conquistas de la revolución; la verdad, para eso me quedo, porque a mí no me interesa esa República.

—Pues yo, sí voy — le contesté — aunque la República sea, como V. dice, de pasta-flora, yo voy; porque a mí sí que me interesa. Prefiero ir a España a encuadrarme en un partido que se proponga reformar la República de pasta-flora, que quedarme en Francia para ni siquiera bailar, puesto que debo contentarme con ver bailar a los otros.

—Pues yo no — continuó él —. O se nos da todo lo que nos corresponde, o allá se las compongan los españoles.

—Bien — insistí —. Es una posición que respeto, aunque no comparto. Yo, republicano, iré a España sea como sea la República que se restaure. Si es de mi agrado, para servir la; si no es de mi agrado, para hacer cuanto pueda para mejorarla. Como liberal y demócrata, soy respetuoso con el sufragio universal, y lo que el pueblo español decida, depositando su voto en las urnas, lo aceptaré y lo acataré. Y si esto es de mi agrado, además lo serviré.

—Y yo también — agregó mi acompañante.

—Yo soy revolucionario y no estoy para sufragios, ni para monsergas.

—Tampoco está Franco por el sufragio. Ni lo quisieron Hitler ni Mussolini.

—Bueno, Vds. son políticos y allá ustedes con su política. A los hombres de acción no nos interesa nada de eso. Y como yo, hay muchos.

—No dudo que habrá algunos, aunque creo no serán tantos como V. pretende.

—Sí, y en todos los campos... Mire —

añadió con rapidez — precisamente un paisano de V., un catalán, decíame no ha muchos días, que él no está dispuesto a volver a Barcelona, con el Estatuto.

—¿Cómo! ¿Es posible?

—Así es. Se trata de Puig, cuyo conocido de V.

—Muy buen amigo mío.

—Pues, pregúnteselo. Allá está bailando. ¿Quiere que le llame?

—No. No le estorbe V. En estos momentos es más interesante bailar que hablar de estas cosas. Además, ¿para qué? Sacaríamos algo en claro? Él tiene su opinión y yo tengo la mía. La suya la conozco, no sólo por lo que V. acaba de decirme, sino también por lo que él me ha dicho algunas veces.

—El es separatista. Y como cree que Cataluña tiene derechos que no han prescrito, no quiere volver a Cataluña sin que ésta disfrute de la plenitud de esos derechos. De lo contrario no le interesa.

—Coja V. un catalán cualquiera, — le dije — rásquelo V., y no tardará mucho en encontrar el separatista. Todos los catalanes creemos que los derechos de Cataluña a ser libre, no han prescrito. Pero de eso a adoptar posiciones no ya sólo equivocadas, sino además contraproducentes, hay mucho que andar. No pudiendo, a falta de varita mágica, llegar a realizar nuestros sueños, me contento con lo que puedo. Yo no sirvo para estar eternamente enfadado, ni para representar el papel de hombre resentido. Y así, si la República que se restaura, trae consigo el Estatuto de Cataluña, bendita sea la República Española! Y con esa República, y con ese Estatuto, yo iré a Barcelona, para servir a mi Patria y para servir a la Libertad. En primer lugar, porque creo que los recursos que el Estatuto pone en manos de los catalanes, están muy lejos de ser agotados; y, en segundo lugar, para ayudar a mejorar el Estatuto cuando esta mejora se haga necesaria. Bajo este aspecto, también me interesa la República.

—No es éste el criterio de Puig, ni de los que piensan como él. Ellos creen que Franco se sublevó contra Cataluña, como antes, también contra Cataluña, lo hiciera Primo de Rivera, el general castizo.

—Esto no es verdad más que en parte. Pero, en fin, aunque lo fuera, ¿Es que los demás españoles no han sufrido en su alma, en su cuerpo y en sus bienes, las mismas vejaciones que los catalanes? Yo, ante la memoria de un Besteiro, de un Zugazagoitia y de un Cruz Salido, me descubro con respeto, y el recuerdo de esos hombres será para mí tan sagrado como el de Companys. Y tan sagrado será el de Azaña como el de Domingo. Y más sagrado y más respetado que el del Cardenal Gomá, que por vergüenza nuestra, era catalán. Todos hemos sufrido igual, y por esta interminable calle de Amargura que es el exilio, todos hemos visto rotos nuestros pies por las mismas espinas del camino. Cuando se abrían los campos de concentración en Francia, igual ingresaban en ellos catalanes que castellanos; cuando las compañías de trabajo reclutaban esclavos, lo mismo lo hacían para catalanes que para extremeños, y cuando las deportaciones a Alemania, eran castigo para recalitrantes, de

la misma manera eran deportados catalanes que andaluces. Y eso, precisamente, hará que para el futuro las mismas heridas, las mismas lágrimas y el mismo dolor, nos hayan hecho hermanos. Y que? ¿Es que, por ventura, Badajoz está en Cataluña? ¿Es que tantas ciudades y pueblos españoles que han sufrido y sufren bajo las hordas mercenarias de Franco, son catalanes? Hemos sido los republicanos, los liberales, los demócratas que, por serlo, hemos sido perseguidos. Y esto sin distinción de pueblo, de raza, de religión. Ha sido una cruzada contra la República, precisamente por lo que la República tiene de contenido ideal. Y, naturalmente, aquellos pueblos que como el catalán, más necesitan de la libertad para desenvolver su personalidad nacional, más han sufrido. Pues bien; la República, restauradora de esas libertades de pueblos y de hombres, denigrados, ultrajados y pisoteados por Franco, por las altas jerarquías de la Iglesia, por la casta militar y por los detritus sobrevivientes del carlismo; es la que debe ser puesta en pie. Y esa República, sí que me interesa.

—Bueno, lo comprendo; Vds. son republicanos.

—¡Claro! — contestamos a la vez mi amigo y yo.

Nuestro interlocutor nos mira de arriba abajo, no solamente extrañado, sino hasta despectivo; pero en aras a la buena amistad, mató en sus labios, al nacer, la frase que, de seguro, iba a dedicarnos. Amablemente se despidió de nosotros, y a pasos precipitados se marchó al encuentro de un grupo de amigos que a unos metros más allá, charlaban y reían con unas mozas.

—¿Lo vé V.? — le dije a mi amigo —. No hemos dejado de ser frenéticos. Aquí, en este nuevo clima, y me refiero al clima espiritual, no hemos aprendido nada. Seguimos tan toscos como siempre. Todo el mundo lo quiere todo; y, por añadidura, enseguida. Nada de esperarse.

—Nada de esperarse cuando se restaure la República, porque ahora esperan y esperarían hasta el día del Juicio final si unos hombres de buena voluntad, en el destierro, y unos hombres abnegados, en el interior, no trabajasen para ellos.

—Es verdad. Aquí esperan y hasta, para distraerse, bailan; pero una vez allá cada cual querrá lo suyo. Pero lo suyo integral, sin disminuciones. Entonces todos a pedir, a exigir, no lo posible, sino lo inverosímil, el sol y las estrellas. Todos dicen ser antifascistas, pero el virus totalitario les ha envenenado el alma. Desnazificar a los alemanes? ¿Desintoxicar a los italianos? ¿Cuánto enfermo anda por ahí que necesita ser desintoxicado!

—Tiene V. razón.

—¿Sabe lo que nos pasa? Lo de *Las Olivas*. Cuando yo era chico, (y de eso, como V. vé, hace ya muchos años) representábase en España un sainete con este título u otro parecido. Toda la obrita consistía en la discusión que provocaba entre los miembros de una familia de campesinos, el uso a que se destinaria la cosecha que darían unos olivos que debían ser plantados. A esas discusiones tomaban parte los vecinos y se enmarñaban tanto las cosas que venía la reyer-

ta. Y los olivos sin plantar! Nosotros no hemos todavía plantado nuestra República, y ya lo ve, hay quien discute y hasta riñe respecto de lo que va a hacerse con sus frutos. A uno no le interesa la República si sus frutos no son dulces; al otro no le interesa si sus frutos no son agrios, y al de más allá no le interesa si sus frutos no son agri-dulces. A mí, como a V., nos interesa sea cual sea el gusto de sus frutos, porque si éstos no nos gustasen, procuraríamos injertar el árbol con injertos de especies más gustosas. Y trabajamos por el restablecimiento de la República porque creemos que «no es necesario esperar para emprender algo, como tampoco es necesario tener éxito en lo emprendido para perseverar en el empeño».

—Pero nuestro amigo ya nos lo ha dicho: nosotros somos republicanos.

—Por eso. Y creyendo, como Montesquieu, que la República es a base de virtud, opinamos que de todas las virtudes, la que más cuadra a los republicanos españoles, en los presentes momentos, es la del desinterés.

—Pero no conceda V. demasiada importancia a lo que digan unos pocos de los eternos descontentos.

—¡Ah! no, importancia ninguna. Sabemos de sobras que en cuanto a volver, vuelven todos, y hasta que de ellos hay algunos que esperan ver el final de la lucha para tomar partido.

—Los cucos.

—«Que cada cual va por sí en este desierto de egoísmos que se llama vida». A estas palabras lapidarias de Stendhal, los liberales españoles, podemos, más que nadie, darles crédito.

Nos habíamos alejado de los grupos de gente alegre y nos disponíamos al regreso. Andando por la calle en declive, nos cruzamos con dos hombres jóvenes, españoles refugiados. Uno, Julio Moreno, madrileño uge-tista que trabajaba de mecánico en un garaje; el otro, Fermín Ugarte, vasco confederado, que trabajaba en la *campagne*. Al vernos, vinieron hacia nosotros para saludarnos. —No podemos entretenernos — nos dijo uno de ellos —. Mañana nos vamos y habiéndolos encontrado, no queremos hacerlo sin decirles adiós.

—Se van? — pregunté.

—Sí, mañana a estas horas, estaremos ya del otro lado de la frontera. ¿Y a luchar!

—¿Y se van solos? — preguntó mi amigo.

—No. — contestó Moreno —. Vamos varios, entre ellos ese chico catalán que V. conoce, — díjome a mí —. Benet.

—Pues, mucha suerte — les dije.

—Adiós y hasta que podamos encontrarlos en España liberada, rescatada la República — dijo Ugarte.

—Adiós, y hasta pronto — añadió Moreno.

Y después de habernos abrazado se perdieron en la obscuridad de la noche.

—Ya vé V. — díjome mi amigo.

—Es un consuelo. Estos no discuten, ni vociferan, ni gesticulan, ni pontifican, ni ponen condiciones; pero ofrecen sus esfuerzos y ofrecen sus vidas.

—Y por la República.

—Sí. Y por la República que a todos nos interesa.

ben estos economos los trabajadores recoben un racionamiento mejor que el de Abastos.

CARACTERES DE LA REPRISION

La represión continúa. El aparato represivo es considerable. En general puede decirse que las gentes viven aterrorizadas, especialmente en los pueblos pequeños y en el campo, donde algunos elementos de la Guardia Civil — otros hay prudentes y mesurados, pero son los menos — cuando se enteran de que alguien habla contra el régimen o actúa en un sentido liberal, le llaman al cuartel para algo más que para amonestarle. Si los patronos dan alguna queja de un obrero que trata de protestar, sucede lo mismo; si hay un baile y una muchacha no quiere bailar con los elementos conocidos como falangistas, en presencia de su novio le dicen las mayores groserías; y si éste trata de responder, es detenido en el acto.

En la cárcel de Vigo había en abril último 350 detenidos políticos. Y en el cercano Lazareto de San Simón más de cincuenta, algunos de ellos hombres de bastante edad.

FALANGISMO FORASTERO. SOLIDARIDAD.

Los que más se caracterizan por su crueldad son los falangistas forasteros, que son enviados a Galicia por el Gobierno, para llevar el control de las dependencias del Estado.

La gente dice que los falangistas van de un lugar a otro para que el pueblo no conozca sus crímenes, robos y demás fechorías y así tratan de ocultarse para cuando venga el "cambio", que todos lo esperan para muy pronto y son muchos los avisados que toman posiciones.

La ayuda a los presos es constante. Un ejemplo. Durante las Navidades se hizo una colecta para ocho presos de un pequeño pueblo que se encontraban en una cárcel fuera de Galicia, logrando reunir en poco tiempo, y a pesar de las más malas condiciones económicas, ochocientos pese-

Fallecimiento de la Profesora Sra. Moreno de Orellana

En Madrid ha fallecido doña Leandra Moreno Sánchez, que fué eminente profesora de la Escuela Normal Central de Maestras. La señora Moreno era esposa del catedrático don Jacobo Orellana, que durante muchos años desempeñó la dirección de la Escuela Nacional de Anormales, y madre de los también profesores don Daniel y don Leandro Orellana.

La señora Moreno, ferviente defensora de nuestra República, como lo es toda su familia, siguió a su esposo y a sus hijos en la emigración en Francia durante algunos años, pero el estado de su salud, gravemente quebrantada por los sufrimientos del exilio, la obligó a regresar a España con la esperanza de que, finalizada la guerra mundial, el derribamiento de la tiranía sería inminente y que pronto podrían reunirse con ella todos sus familiares. Desgraciadamente no ha sido así y la vida de la ilustre profesora se ha extinguido lejos de los suyos.

Al señor Orellana y a sus hijos hacemos presente la expresión más sincera de nuestro dolor.

los maquis que hay en Francia volviesen a atacar en los Pirineos, sería muy posible que las deserciones en el ejército que controla Franco fuesen numerosas, pues muchos de nosotros nos aislaríamos con nuestras compañías para ponernos en contacto con los "maquis" y pasarnos al campo de la República; esto hasta lo harían los cabos con sus escuadras.

Los soldados están muy bien considerados por la población civil. A los soldados se les respeta más que nunca y eso se debe principalmente a que la gente del pueblo que está contra Franco ha puesto interés en relacionarse con los soldados. Se trata de una orientación dada por las organizaciones clandestinas. Cuando un soldado entra en una taberna, un bar o un café, inmediatamente los paisanos le invitan a tomar algo y de esa amistad que se hace de momento se adquiere confianza para hablar de política y de cómo viven en los cuarteles.

La mayoría de los soldados terminan por expresar su hostilidad al régimen de Franco.

El rancho que se da en los cuarteles es malísimo, mientras las intendencias están repletas de víveres, que sirven para que con el hambre de los soldados muchos oficiales hagan verdaderas fortunas vendiendo los víveres de "estraperlo". Con la alimentación que hoy se da a los soldados no tienen vigor para tanta instrucción, paseos militares por terrenos montañosos y maniobras a que se les somete.

La disciplina es terrible. Por la más mínima cosa se les corta el pelo al cero y si se tiene alguna sospecha política, inmediatamente viene la depuración, comprobando la historia y antecedentes de todos sus familiares. A los soldados les molesta salir hasta las dos horas que tienen de paseo al día, debido a que constantemente tienen que andar con la mano levantada, ya que deben saludar hasta a los cabos, y si incurren en cualquier descuido sufren inmediatamente castigo.

En la continuación de este reportaje nos ocuparemos en algunos aspectos que se relacionan con la vida económica gallega.

Notas suplicadas

La Sección de Información y propaganda del Ministerio de Emigración del Gobierno de la República Española, 21, Avenue Kléber, París 16, desea conocer la actual residencia del español Andrés de Lamo Moreno, natural de Valencia, y antiguo oficial de aviación del Ejército de la República.

Se desea también conocer el paradero de los hermanos Tina y Lalo Bustillo Renes, de Llanes (Asturias), o de algún otro familiar de éstos que se encuentre en el destierro, para darles noticias de Guillermo Bustillo Renes.

Dirigirse a Luis Díaz, 1, Place St. Georges, segundo piso, Toulouse (H. G.).

El señor Prudencio Prados, refugiado español, víctima de un accidente de trabajo, o persona que pueda dar razón del mismo, se servirá escribir a Ciate, 1, rue de la Fontaine au Roi. — París 11, a fin de comunicarle un asunto de suma importancia.

NOTICIAS Y COMENTARIOS

SOBRE ESPAÑA

Un article du « The Observer »

LA CRISE ECONOMIQUE DE L'ESPAGNE MENACE LE REGIME DE FRANCO

LONDRES. — « The Observer » du dimanche dernier, a publié un très intéressant article de son correspondant à Madrid sur la grave situation économique et politique de l'Espagne de Franco, que nous traduisons sans commentaire.

« UNE CRISE ECONOMIQUE MENACE FRANCO. — Les conditions économiques en Espagne vont en empirant si rapidement que certains cercles espagnols qui soutenaient auparavant le général Franco commencent à désirer un changement de régime. Certains généraux, hommes d'affaires et diplomates, voient dans ce changement le seul moyen de sauver le pays de l'isolement international et des difficultés intérieures qui mettent son économie au bord de la faillite.

« La politique financière de Franco a été celle d'un Etat policier typique. Le budget de son Gouvernement a atteint 6.330 millions de pesetas sur un total de 11.322 millions de pesetas en 1946, soit plus de la moitié, aux forces armées et au Ministère de l'Intérieur dont la tâche principale est l'entretien de la police. Ce capital improductif a dangereusement estropié l'économie espagnole. Le déficit grandissant a été combattu par des emprunts intérieurs dont les intérêts et le remboursement grèvent le budget de 2.110 millions de pesetas pour cette année. La circulation fiduciaire qui, en 1936, était de 4.500 millions de pesetas, est montée jusqu'à 9.400 millions de pesetas en 1939, 12.900 millions en 1941, 17.000 millions en 1944 et 18.000 en 1945.

« Alors que la circulation fiduciaire a quadruplé depuis 1935, la production de marchandises n'a pas encore atteint son niveau d'avant guerre civile. Bien que les statistiques ne soient pas très exactes en Espagne d'aujourd'hui, les chiffres officiels de l'Office de Statistiques de Madrid montrent que l'index des prix de gros a monté comme suit : Si l'on prend pour base l'index 100 en 1913, on a en 1939, 241 ; en 1941, 314 ; en 1943, 419 ; en 1945, 500. En moyenne, le coût de la vie a triplé depuis 1936, alors que les salaires et les traitements n'ont augmenté que de 55 % depuis cette date.

« Le manque de devises étrangères, en particulier de dollar et de livres sterling, est l'un des aspects les plus graves de la question économique. L'Espagne est incapable d'acheter à l'étranger l'équipement nécessaire à son industrie et à son agriculture ou pour son système de transports, très défectueux. Depuis 1936, peu de locomotives et de voitures automobiles ont été importées. Le fait de cette absence de rééquipement après

DEL INFIERNO FRANQUISTA

El pueblo español, aterrorizado BUSCA LA FRONTERA para librarse de la tiranía de FRANCO

A VALENCE MANQUE LE RIZ
Les femmes de Valence, la capitale de la province qui produit la plus grosse partie de la récolte espagnole de riz, ont réalisé une protestation contre la rareté et la cherté extraordinaire de ce produit, qui est la base de la nourriture dans cette région. Cette protestation a consisté à pendre de leurs fenêtres respectives leurs « paelles » ou poêle qui sert à cuire le riz.

La police franquiste a brutalement riposté à cette protestation. Nombre de femmes ont été arrêtées, et quelques unes parmi elles ont été tondues comme punition.

UNE NOUVELLE EXECUTION
EN ESPAGNE
MADRID. — On annonce officiellement l'exécution de Nicasio Sanz Quintana, qui avait été condamné à mort à Saragosse.

Il avait été surpris quand il était en train de coller des papillons antifranquistes sur les murs de la ville, mais il avait été accusé d'avoir tué deux gardes municipaux.

CONTINUA EL EXODO
DE FALANGISTAS
PERPIGNAN. — Continúa el éxodo de civiles y militares españoles hacia Francia. Un centenar aproximadamente llegó en la sola jornada del martes último.

Un nuevo campo, el de Haras, ha sido habilitado para albergar provisionalmente a los fugitivos, en tanto se examina la situación de cada uno.

EL « ESTRAPERLISMO »
EN EL PROTECTORADO DE MARRUECOS
MADRID. — Ha sido destituido de su cargo de Delegado de Economía, Industria y Comercio de la zona española de Marruecos, don Tomás García Figueras, antiguo colaborador de Primo de Rivera durante la dictadura.

LA GARNISON DE LA FRONTIERE
DECIMEE

CINQUANTE ET UN SOLDATS SONT
MORTS INTOXIQUEES PAR LA NOURRI-
TURE FOURNIE PAR LE SERVICE
DE L'INTENDANCE FRANQUISTE

FIGUERES. — Il a été enregistré un cas d'intoxication collective parmi la garnison du Château de Figueras, à vingt-quatre kilomètres de la frontière, causée par le mauvais état de la viande employée pour la nourriture des soldats. Dans les premières 24 heures, cinquante et un décès ont été signalés, et depuis de moment il ne se passe pas de jour sans que de nouvelles morts ne se produisent à la cadence quotidienne de cinq ou six.

On compte encore plus de 200 intoxiqués, dont la moitié à peu près sont dans un état extrêmement grave. Le fait a produit une véritable vague de panique parmi les forces militaires en garnison dans cette région frontalière. Elle a été suivie de bruyantes manifestations de protestation qu'on a eu du mal à enrayer. On a opéré de nombreuses arrestations parmi les personnes les plus excitées.

Une commission est arrivée venant de Barcelone et une autre est attendue venant de Madrid, pour enquêter sur les causes de cette intoxication.

Le boucher, qui a fourni la viande, sujet phalangiste très connu dans la contrée, a été arrêté et mis à la disposition de l'autorité militaire.

Un manifeste des intellectuels espagnols de la résistance intérieure

MADRID. — Deux mille intellectuels espagnols, appartenant à la Résistance ont diffusé ces jours derniers un manifeste dont nous extrayons les points essentiels : « Nous croyons à la nécessité et à l'efficacité d'une nouvelle Renaissance culturelle, basée sur le développement harmonieux de la personnalité humaine, libérée de toute contrainte. Nous croyons en une nouvelle génération humaine avant la vo-

d'hui le passage au moindre développement culturel en Espagne.

« Ceci et notre conception de la justice nous rendent totalement incompatibles avec le régime autocratique de Franco et de la Phalange et nous marquons comme but de notre mission, la concentration de toutes nos énergies dans la résistance républicaine contre le fascisme.

LES SALAIRES DES OUVRIERS DANS
L'ESPAGNE FRANQUISTE

Voici un fait scandaleux qui découvre ce qu'il y a derrière la propagande démagogique du franquisme.

Les manoeuvres du Batiment travaillant dans la construction du nouveau aéroport de Barajas gagnaient 10,50 pesetas. Ils étaient nourris par leur entreprise au prix de 3 pesetas. Ainsi, les ouvriers recevaient 7,50 pesetas et leur nourriture.

Le salaire de ces ouvriers a été porté par un décret franquiste à 12,50 pesetas, mais ils devront payer leur nourriture 7 pesetas, au lieu de 3. Le résultat on est que les manoeuvres touchent 5,50, c'est-à-dire, 2 pesetas de moins que avant l'augmentation des salaires.

Les ouvriers, pour protester contre cette « amélioration » se sont mis en grève.

Voilà comment dans l'Espagne de Franco, avec l'élévation extraordinaire des prix, les salaires sont de plus en plus réduits.

LAS PERSECUCIONES
EN EL PAIS VASCO

MEJICO. — La Delegación Vasca en Méjico ha dirigido a todos los países de América una nueva nota relativa a la persecución franquista en el país vasco.

La Delegación cita en ella el caso de tres vascos que han sido torturados por la policía falangista hasta ocasionarles la muerte. Declara igualmente que con ocasión del reciente Congreso de Pax Romana, elementos de la población se confundieron entre los delegados extranjeros para revelarles su verdadera situación, y que la policía franquista detuvo entonces a unas cuarenta personas, entre ellas varios ancianos y médicos, ingenieros e industriales.

MUERTE SOSPECHOSA DE UN GUARDIA
CIVIL

ORENSE. — Las autoridades civiles y militares han asistido al entierro de un guar-

EN EL GRUPO SOCIALISTA DE PARIS

Una conferencia de D. Andrés Saborit en conmemoración del movimiento popular de 1917

El Grupo Socialista español de París ha celebrado un acto público en conmemoración del movimiento revolucionario producido en España en agosto de 1917. Hizo uso de la palabra Andrés Saborit, ex secretario general del Partido Socialista Obrero Español y miembro, con los señores Largo Caballero, Besteiro y Anguiano, del Comité de huelga que dirigió dicho movimiento.

Comenzó el señor Saborit haciendo historia del movimiento obrero español. Rindió homenaje a los líderes socialistas hoy desaparecidos Pablo Iglesias, Julián Besteiro y Largo Caballero, y a los sindicalistas Angel Pestaña y Salvador Seguí.

Explicó la situación que la guerra mundial anterior había creado en España a partir de 1914 ; las demandas del exterior habían determinado un alza de jornales y, como consecuencia, un fortalecimiento de los Sindicatos obreros. Pero la exportación de los productos había encarecido la vida y creado un ambiente de malestar. La monarquía se apartaba cada vez más descaradamente de la Constitución y procuraba gobernar por procedimientos dictatoriales. Las garantías estaban siempre en suspenso y prácticamente España vivía sometida a un régimen de despotismo. El sentir republicano se hizo patente. Las Juntas de Defensa militares, los movimientos huelguísticos en Barcelona y Madrid, el problema de Cataluña y la carestía de la vida acentuaron los motivos de descontento.

Alude a la Asamblea de parlamentarios de Barcelona y a otros hechos entonces producidos, exponentes de la agitación nacional. Así las cosas, se produjo una huelga ferroviaria que obligó a los conspiradores a declarar la huelga general revolucionaria en el país antes de que el Gobierno desconectase el movimiento en preparación.

Elogia a Pablo Iglesias y a los que con el orador formaron parte del Comité de huelga, y describe como, fracasado el movimiento, él y los señores Largo Caballero, Besteiro y Anguiano se hicieron responsables del mismo, por lo que fueron condenados y encarcelados en el penal de Cartagena.

Elegidos diputados a Cortes en 1918 intergraron con Pablo Iglesias e Indalecio Prieto la minoría socialista en el Parlamento monárquico donde, prosiguiendo el programa

pour son système de transports, très défec-
tueux. Depuis 1936, peu de locomotives et
de voitures automobiles ont été importées. Le
fait de cette absence de rééquipement après
une longue guerre civile, n'a pas besoin d'être
signalé.

Au cours du mois dernier, la situation ali-
mentaire a définitivement empiré. Le prix
de la viande, du beurre et de l'huile a conti-
nué d'augmenter d'une façon alarmante. Le
prix de l'huile d'olive, qui était de trente pe-
setas le litre il y a six mois a augmenté jus-
qu'à 60 pesetas le mois dernier, et depuis il
a été porté à 74 pesetas à Madrid et dans
beaucoup d'autres villes.

Bien que le mécontentement populaire soit
croissant, ce n'est pas une révolte que Fran-
co craint pour le moment. La certitude d'une
violente répression suffirait à prévenir une
rébellion des masses. Franco est menacé bien
plutôt par une tendance encore plus prudente
de certains cercles militaires, financiers et écli-
siastiques qui voient l'isolement de l'Espagne
et qui estiment que la situation serait meil-
leure et l'aide économique étrangere plus fa-
cile à trouver si Franco n'était plus au Pou-
voir.

CHECOESLOVAQUIA Y YUGOES- LAVIA ORGANIZAN EMISIONES DE RADIO EN LENGUA ESPAÑOLA

La Radio Checoslovaquia (Sección
española) nos comunica que ha esta-
blecido una emisión diaria en lengua
castellana cuyo horario y ondas son :
21,30 hora francesa, 22,30 hora de
Praga ; por ondas cortas de 25,34 me-
tros, equivalente a 11.840 kilociclos.

La Radio yugoeslava ha organiza-
do asimismo una emisión diaria en
lengua española.

EL PARTIDO COMUNISTA SE MA- NIFIESTA EN PRO DE LA UNION DE TODAS LAS FUERZAS REPUB- LICANAS ANTIFASCISTAS

PARIS. — El Partido Comunista es-
pañol ha publicado un manifiesto en
el que expresa su apoyo incondicional
al Gobierno en el exilio, presidido por
el señor Giral. Pide la unión de todos
los españoles antifascistas para
conseguir el restablecimiento de la
República, y se dirige a los demás par-
tidos y organismos republicanos para
que terminen con sus escisiones orgá-
nicas.

UNION FEDERAL DE ESTUDIAN- TES HISPANOS

Delegación en Francia

Se comunica a todos los estudiantes
españoles y antiguos afiliados que,
siendo necesario gestionar antes de la
apertura del nuevo año escolar cuan-
tas becas y ayudas sean solicitadas,
deben ponerse en contacto con esta
Delegación comunicándole sus domici-
lios para que puedan serles enviados
los cuestionarios de información.

U. F. E. H. Delegación en Francia.
20, rue de Passy. PARIS (XVI^o).
Paris, agosto de 1946.

don Tomás García Figueras, antiguo colabo-
rador de Primo de Rivera durante la dic-
tadura.

Las funciones que venía desempeñando el
señor García Figueras son similares a las
atribuidas a un Ministro de Economía, ya
que en las actividades de este ramo en Ma-
rruecos su jurisdicción era absoluta.

Parece que el motivo de la destitución ha
sido el descubrimiento de determinadas irre-
gularidades administrativas que se refleja-
ban en el racionamiento de la población in-
dígena.

Comment Franco fait plaisir aux alliés

La farce du rapatriement des criminels de guerre

Le franquiste expulse officiellement Degrelle tout en lui facilitant les moyens d'échapper

SAINT-SEBASTIEN. — Le Ministère des
Affaires Etrangères espagnol a publié une
note contenant les noms de 110 personnalités
allemandes qui sont officiellement avisées
d'avoir à se présenter le 1er Septembre à
Bilbao pour être renvoyées en Allemagne.

La note précise que la décision du Gouver-
nement espagnol a été prise à la suite de dé-
marches répétées effectuées en ce sens par
les alliés et que la liste des 110 noms sera
publiée aujourd'hui dans toute la presse es-
pagnole.

Un certain nombre des personnalités en
question ont déjà été appréhendées par les
autorités espagnoles. Parmi les autres se
trouvent le chef du parti nazi pour le nord
de l'Espagne, Basile Wilhelm, le directeur de
la D.N.B. en Espagne, Ernest Schemann, et
un agent de premier plan de la Gestapo,
Hans Dencker.

Le « Marine Marlin », qui doit transporter
le convoi en Allemagne, fait actuellement rou-
te vers l'Espagne venant d'Amérique Latine,
où il a déjà embarqué d'autres rapatriés al-
lemands. La note signale également qu'en
plus des cent dix personnalités refoulées, le
navire aura de la place pour environ trois
cents autres rapatriés, et que tous les Alle-
mands d'Espagne qui avaient déjà été enre-
gistrés pour être rapatriés, sont tenus de
quitter le territoire espagnol, à moins qu'ils
n'y aient résidé pendant vingt ans ou qu'ils
aient épousé une femme espagnole.

Mais il est bien possible que Franco ait
trouvé une formule pour empêcher à la der-
nière heure son embarquement. Peut-être que
la plupart de ces Allemands, surtout les plus
marquants, trouveront un subterfuge pour
échapper à la réclamation alliée. De toutes
façons, il faut compter que les éléments « na-
zis » vraiment considérés comme « criminels
de guerre » ne seront pas rapatriés. Il y au-
ra toujours une formule, ou bien un bon re-
fuge, ou des fausses cartes d'identité pour
les « camoufler ».

Franco désirant faire plaisir aux Anglo-
Saxons mais ne voulant pas être ingrat pour
ses amis nazis, a décidé d'expulser Léon De-
grelle, et lui a fait savoir par le gouverneur
civil de Saint-Sébastien qu'il avait à quitter
l'Espagne dans les huit jours.

relle, basée sur le développement har-
monieux de la personnalité humaine, libérée
de toute contrainte. Nous croyons en une
nouvelle génération humaine, ayant la vo-
lonté de forger une existence meilleure et
plus digne. Voici ce que nous appelons no-
tre nouvel Humanisme.

« Nous entendons que les principes énon-
cés ne peuvent être réalisés que dans un
régime démocratique garantissant les droits
et les libertés de l'homme et dans une
existence libérée des angoisses matérielles
et spirituelles, celles qui barrent aujour-

« arrange et nous marquent comme ont le
notre mission, la concentration de toutes
nos énergies dans la résistance républicaine
contre le fascisme.

« L'Union des Intellectuels Espagnols Li-
bres édite un bulletin intitulé DEMOC ;
elle intervient dans la publication de la
presse clandestine et elle aide efficacement
les intellectuels qui se trouvent détenus dans
les prisons de Franco. Ils réalisent, en ou-
tre, d'autres tâches de solidarité antifran-
quiste et de lutte contre la dictature de
Franco et de la Phalange.

Malgré le servitude franquiste

LA MARINE AMERICAINE refuse de visiter les ports espagnols

CARTHAGENE. — La nouvelle que la
flotte américaine, qui a été envoyée en croi-
sière dans la Méditerranée, ne visitera aucun
port espagnol, a produit dans cette ville une
grande déception.

Les plans établis laissaient à l'écart les cô-
tes espagnoles, car la flotte, partant de Gi-
braltar, irait à Naples, puis à Malte. Mais
les autorités espagnoles avaient fait des dé-
marches afin que les bateaux de guerre puis-
sent venir rendre visite à certains ports espa-
gnols. La visite à Cadix et à Carthagène avait
été prévue. On avait même commencé les
préparatifs. Le département américain de la
Marine a maintenu le plan tel qu'il avait été
primitivement conçu et les ports espagnols
ne recevront même pas la visite de courtois-
sie que les Américains ont faite à la capita-
le portugaise.

Cette abstention est l'objet de commentai-
res de la part du peuple espagnol, qui la con-
sidère comme une conséquence du manque
de sympathie dont font preuve les Etats-Unis
envers le régime franquiste.

Jusqu'ici, la presse espagnole n'a pas souf-
flé mot de l'affaire.

CIVIL
ORENSE. — Las autoridades civiles y mi-
litares han asistido al entierro de un guar-
dia civil que, según el discurso pronunciado
por el gobernador de la provincia al final
del fúnebre acto, « ha muerto en lucha con-
tra los que pretenden minar la vida de Es-
paña ».

La muerte de dicho guardia civil no había
sido anunciada y las circunstancias en que
se ha producido no habían sido objeto de nin-
guna información periodística.

« Diegiagos apunados a Cortes en 1918 inter-
graron con Pablo Iglesias e Indalecio Prio-
to la minoría socialista en el Parlamento
monárquico, donde prosiguieron su campa-
ña en pro del advenimiento de un régimen
republicano.

« Se refiere después al golpe de Estado del
general Primo de Rivera y a los trabajos
del Partido Socialista y de la Unión Gene-
ral de Trabajadores para que, con el dic-
tador, cayese la monarquía.

Hizo también historia de la actuación del
Partido Socialista en defensa de las insti-
tuciones republicanas, lealmente impulsa-
das por los trabajadores españoles en su de-
signio de edificar una España más justa.

El Partido Socialista y la Unión General
de Trabajadores — dijo — tienen una eje-
cutoria de lealtad, una rectitud de conduc-
ta y a ella responde su propósito y su vo-
luntad inalterable de defensa de los ideales
republicanos. No somos sospechosos de de-
sear para el país soluciones distintas de la
República y estamos persuadidos de que la
legalidad republicana no podrá restaurarse
en España sin el apoyo decidido del Parti-
do y de la U. G. T.

El señor Sabarit fué largamente aplaudi-
do al terminar su disertación.

Quando él lo dice...

El espíritu « pacifista » del franquismo « La guerra elemento primordial de civilización »

Copiamos, sin comentarlo, el siguien-
te suelto publicado por « A. B. C. »
de Madrid :

« El Estado Mayor Central ha orga-
nizado unos cursos mensuales de vul-
garización de la doctrina y de las ex-
periencias científicas militares.

« El tema a tratar para el concurso
del mes de agosto es el siguiente : « La
guerra, elemento primordial de civili-
zación ». La extensión de cada artícu-
lo será de cinco a seis cuartillas.

« El plazo de admisión de artículos
expirará el lunes 26 de agosto. Los tra-
bajos deberán ser dirigidos al Estado
Mayor Central del Ejército, Servicio
de Recreo Educativo del Soldado,
Madrid. »

No es cierta la noticia que anun- ciaba la próxima reapertura de la frontera española

Paris. — Los círculos franceses autoriza-
dos desmienten la noticia divulgada una vez
más por la Prensa y la Radio franquista se-
gún la cual muy en breve se procederá a la
reapertura de la frontera franco-española.

Dichos círculos califican de absurda tal
noticia.

« En la España actual — declara
Franco en un discurso — hay
pocas personas que no sean tra-
ficantes. »

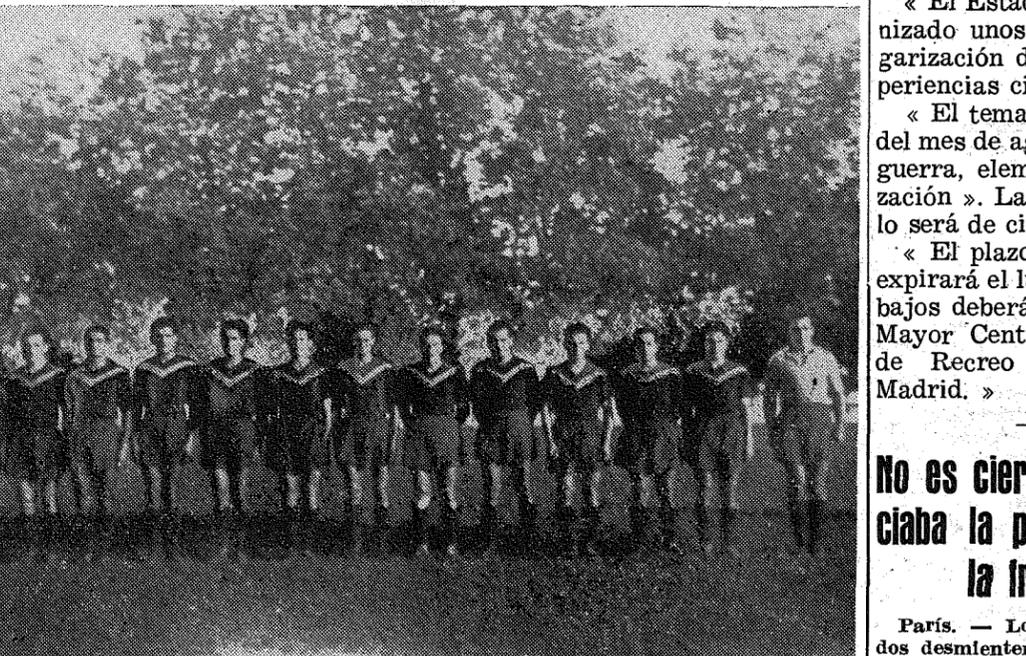
Franco continúa su marcha oratoria. Cree
que es con palabras como va a convencer a
los españoles.

En Santander pronunció otro discursito :
« El 18 de julio — dijo — surgió la revolu-
ción nacional, que no puede detenerse, sino ir
hacia adelante, sobre todo ahora que se apo-
ya en la voluntad de todos los españoles ».

Después hizo alusión al problema de la re-
construcción y señaló la necesidad de « una
revolución constructiva que sea justa con to-
dos los españoles ».

En Torrelavega, habló también pidiendo el
apoyo de todos los españoles « en la batalla
contra los precios » que va a ser iniciada por
su gobierno. « Para llevarla a buen término
— agregó — hace falta que todos acallemos
en nosotros los sentimientos de egoísmo. En
la España actual, efectivamente, no hay sino
pocas personas que no sean traficantes. Nos-
otros queremos que sea posible adquirir los
artículos vitales a buen precio. » Subrayó la
necesidad de incrementar la producción y de
restituir a la peseta un valor que haga efec-
tivo el aumento de los salarios. « No basta
con gritar « Arriba España » y decir que
somos justos. Hace falta llevar a España en
el corazón y hacer callar en nosotros todo
sentimiento de egoísmo. »

Se refirió después a las medidas acorda-
das por su Gobierno comprometiéndose en
una política de deflación y de reducción de
precios. Condenó las prácticas del mercado
negro usuales en su régimen e hizo un lla-
mamiento a todos los españoles para que se
unan contra los peligros de la inflación que
amenaza la economía del país.



El equipo de selección republicana que ha jugado en el campo de Basilea, contra la selección suiza, a la que venció por 4 a 2. De izquierda a derecha los jugadores españoles Molinuevo (capitán), Mandaluniz, Mateo, Cazorro, Gomez, Alduero, Vela, Aylagas, Fernández, Artigas, Bilbao, Rebolleda y Vila.

La emigración en Inglaterra

LABOR DEL INSTITUTO ESPAÑOL DE LONDRES

Las actividades llevadas a cabo por la emigración republicana en Francia y en México son bastante conocidos de todos. Ello es natural porque es en ambos países donde el número de los españoles que han encontrado refugio es más considerable y, por tanto, donde se ha hecho más ostensible la fecundidad de su labor. Pero no es sólo en estas dos naciones donde nuestros compatriotas han dejado una huella impecable de su paso. En Inglaterra, a pesar de que el contingente de emigrados es mucho menor, también han sabido corresponder los españoles a la hospitalidad que se les ha dispensado creando algunas instituciones que habrán de quedar en pie con carácter de permanencia.

Una de estas instituciones — y nos atrevemos a decir que la más importante es el Instituto Español, de Londres, que viene funcionando desde hace más de dos años y constituye uno de los más elevados exponentes de la expansión de la cultura española. Su rápido y próspero desarrollo se debe principalmente al talento y entusiasmo que en ello ponen el ex embajador de España en Londres D. Pablo de Azcárate y el escritor D. Esteban Salazar y Chapelá, quienes, en unión de Mr. Eric Fletcher, miembro de los Comunes, el profesor de la Universidad de Cambridge J. B. Trend y bajo la presidencia del profesor de la Universidad de Oxford, Gilbert Murey, se aprestaron a darle vida.

El Instituto español de Londres fué fundado el 20 de enero de 1944 con la doble finalidad de "extender en el público británico un conocimiento más profundo y mejor de los diferentes aspectos del pasado y el presente de la vida española" y "completar la cultura de los españoles que viven en Inglaterra en aquellas materias de naturaleza puramente nacional" así como "facilitarles el aprendizaje del inglés".

La historia de esta notable institución cultural es tan breve como brillante. El 3 de abril de 1944 iniciaba su labor de enseñanza de la lengua española a cargo de profesores españoles y en una casa de ambiente completamente español. El acierto de su creación quedó de manifiesto desde sus comienzos. En los tres primeros meses se habían matriculado ya en sus clases 47 alumnos. Al final de 1944 su número ascendía a 102. Simultáneamente empezaban también las clases generales, a las que asistían, principalmente, jóvenes españoles que preparaban su ingreso en las universidades británicas.

Al tiempo que daba comienzo a su labor escolar, el Instituto organizó unos cursos de conferencias en las que tomaron parte figuras relevantes de la cultura española.

También ha obtenido el Instituto Español de Londres la valiosa colaboración de los más notables hispanistas ingleses entre los que figuran los jefes de los departa-

mentos de español de las universidades de Glasgow, Edimburgo, Aberdeen, Durham y Leeds.

A fines de 1944, a los sólo nueve meses de funcionamiento, el Instituto contaba en su haber con una biblioteca muy selecta, si bien, entonces no muy numerosa, una considerable labor cultural desarrollada y más de 370 miembros.

En 1945 inició sus actuaciones con un recital de canciones modernas españolas e hispano-americanas que fué transmitido a España por la B. B. C. al que siguieron las ya habituales conferencias de los viernes en las que continuaron tomando parte representantes de los países hispanoamericanos, hispanistas británicos y españoles notables en alguna actividad o disciplina.

El crédito pedagógico adquirido por el Instituto en su primer año de funcionamiento fué tal que los organizadores de los cursos de vacaciones de Cambridge pensaron en la conveniencia de trasladar dichos cursos al Instituto Español, que, a pesar de que en aquellos días llovían copiosamente bombas volantes sobre Londres, se vio favorecido con la asistencia de numerosos alumnos procedentes de las universidades de Cambridge, Londres, Edimburgo y Sheffield. En agosto se repitió el curso con más éxito aún, pudiendo contarse entre sus asistentes directores y maestros de enseñanza media.

Prosiguiendo en su incesante labor, el Instituto ha creado también los consultorios intelectuales, ha organizado veladas en honor de personalidades españolas de relevante mérito y no ha desperdiciado ocasión para llevar a su tribuna a cuantos hispanistas distinguidos han pasado por Londres. Así el 14 de noviembre de 1945 el Instituto se honró ofreciendo a sus habituales una conferencia del profesor Marcel Bataillon, del Colegio de Francia, que había ido a Inglaterra invitado por las Universidades de Oxford y Cambridge y que disertó en español sobre "Un ensayo de explicación del auto sacramental".

A esta considerable labor llevada a cabo por el Instituto hay que añadir también unas conferencias conciertos sobre música polifónica española y la inauguración de un curso de literatura española.

En resumen: al cabo de sólo dos años de actuación, el Instituto Español de Londres cuenta hoy con 1013 miembros, con una biblioteca que consta de unos 2.000 volúmenes, con floreciente organización pedagógica y cultural y con la ferviente adhesión y colaboración de los más destacados hispanistas ingleses. Y se dispone a perfeccionar su obra cada día más, prestandose a poner en práctica nuevos proyectos que le mantengan en todo momento a la altura a que las circunstancias han situado en los tiempos que corremos a la lengua y la cultura españolas.

J. M. V.

LA NOUVELLE ESPAGNE

Hebdomadaire d'Information Républicaine

La resolución de la Conferencia Internacional Socialista

LOS PARTIDOS SOCIALISTAS TIENEN EL DEBER DE ESTIMULAR TODA ACCION INTERNACIONAL encaminada a derrocar el régimen de Franco

La delegación española pide a los socialistas del mundo entero que recaben de los Gobiernos respectivos el reconocimiento del Gobierno de la República, representante de la legitimidad española

En la mañana del 27 de agosto, bajo la presidencia de Mr. León Blum, comenzó en París, en el Palacio de la Mutualité, la Conferencia Internacional de Partidos Socialistas anunciada para tratar del problema de España.

Asisten representantes de 21 naciones.

DISCURSO DEL SR. BLUM

El señor Blum abre la Conferencia con un discurso, en el que, tras de dirigir un saludo fraternal a todas las Delegaciones asistentes, hace una breve historia del problema de España. Recuerda las decisiones adoptadas por el Gobierno francés, explica el sentido de ellas y alude a la posición de otros Gobiernos frente al caso español, así como a las deliberaciones habidas en el Consejo de Seguridad de la ONU y otros comicios diplomáticos.

LA DELEGACION ESPAÑOLA

Entre las Delegaciones presentes asisten dos de diversa naturaleza, pretendiendo ambas representar al Partido Socialista Obrero Español. Una está integrada por los señores Llopis, Pascual Tomás y Emilio Salgado. La otra por los señores D. Juan Negrín, D. Ramón Lamonedá y D. Ramón González Peña. Los organizadores (S. F. I. O.) han invitado oficialmente a la primera, pues el señor Salgado, venido clandestinamente de España para asistir a la Asamblea, pertenece a la Comisión Ejecutiva del P. S. O. E. que funciona en el interior del país y es portador de una credencial en regla. Igualmente la dirección del Partido en el interior de España, cuya autoridad acatan todos los socialistas de dentro y de fuera del país, ha extendido credenciales a nombre de los señores Llopis y Tomás, miembros de la sección socialista en el exilio.

Después de una intervención del señor Llopis en defensa de los poderes de la delegación que ostentaba y de unas palabras del doctor Negrín explicativas de su criterio sobre la legitimidad de la representación socialista a que él pertenece, el señor Llopis vuelve a intervenir para anunciar que abandona

la tribuna, Ehrhoam (Bulgaria), Voineau (Rumania), Ordning (Noruega), Bano (Italia), Andersen (Dinamarca). Todos ellos expresaron la urgencia que existe por que el problema español sea resuelto cuanto antes y expusieron medidas a adoptar en conjunto por el Socialismo Internacional, a fin de acelerar la liberación del pueblo español.

ELABORACION DE LA RESOLUCION

Se procedió a la designación de una comisión para redactar una propuesta de resolución de la Conferencia. Elaborado el texto y sometido al examen del pleno de delegados, intervinieron los señores Negrín y Llopis. El doctor Negrín manifestó que el texto le parecía impreciso.

El señor Llopis, pregunta a los delegados si es que España es un país de excepción ante los partidos socialistas de los países como lo es para los Gobiernos. Pero los partidos socialistas deben atacar a fondo el problema de España y ser concretos en su resolución con respecto al problema de mi país. Es preciso que el acuerdo que aquí toméis, de una o de otra manera, sea favorable al régimen republicano, que es la legalidad de España, y yo espero que, dentro de lo que os sea posible, no dejéis, vosotros, representantes del Socialismo Internacional, que otros grupos tomen la bandera de la defensa de la República española. Así, pues, espera la Delegación del P. S. O. E. que hagáis los mayores esfuerzos para modificar en un sentido favorable el texto de la Comisión.

El Sr. Buset, belga, apoya enérgicamente los puntos de vista del señor Llopis, y el señor Hiley, inglés, se levanta para decir: "Voy a ser muy breve. Acepto los puntos de vista del compañero Llopis. Se enmendará el texto del proyecto de resolución."

EL TEXTO DE LA RESOLUCION

Enmendado el proyecto en el sentido indicado por el señor Llopis, se vota por unanimidad la resolución siguiente:

"La Conferencia Internacional Socialista, reunida en París los días 27 y 28 de agosto, Después de oír a los delegados de los Pa-

El problema español

Las dos hipótesis posibles:

Aplazar la asamblea de la O.N.U. sería dar a Franco alientos y confianza

Recientemente publicó "Le Populaire" el siguiente artículo de León Blum sobre la cuestión española, complemento del que insertamos en nuestro número anterior. Como aquél lo ofrecemos traducido a los lectores, muy reconocidos al ilustre político francés por su luminoso alegato en nuestro favor.

Cuando escribí mi artículo de anteayer, no conocía aún la entrevista celebrada por Molotov con Madame Pepper, esposa de un senador de la Florida que ocupa importante lugar en la vida política de los Estados Unidos. En el curso de esta entrevista, Molotov se declaró partidario de la prolongación de la Conferencia de la Paz y del eventual aplazamiento de la Asamblea de la O.N.U. Acaso no había considerado la tercera de las posibles soluciones, la que consiste en reunir la Asamblea de la O.N.U. en la fecha prevista sin interrumpir, no obstante, la Conferencia de la Paz, congregándose la una y la otra simultánea y paralelamente. El argumento que yo aduje en favor de esta tercera solución espero que será de algún efecto para el jefe de la diplomacia soviética. Aplazar la convocatoria de la Asamblea de la O.N.U. sería aplazar también el arreglo de la cuestión española.

El informe del Subcomité de investigación, presidido por el Doctor Evatt, termina con dos clases de comprobaciones, igualmente indiscutibles. En primer lugar Franco ha sido el émulo y cómplice de Hitler y Mussolini. En segundo lugar, el régimen franquista es incompatible con el orden internacional de libertad, de igualdad y de paz que las Naciones Unidas tienen el deber de fundar inmediatamente después de su victoria.

Sobre el primer punto el informe se expresa así — elijo las citas más características: «En el curso de la prolongada lucha llevada a cabo por las Naciones Unidas contra Hitler y Mussolini, Franco ha prestado una substancial ayuda a las potencias enemigas... Irrefragables documentos demuestran que Franco ha sido culpable, con Hitler y con Mussolini, de haber fomentado la guerra contra los países que en el curso de la guerra mundial han acabado por asociarse bajo el nombre de Naciones Unidas... La correspondencia cambiada por Hitler, Franco y Mussolini, así como otros documentos alemanes que han sido incautados, constituyen contra Franco un testimonio de la misma especie que los que han sido presentados en el proceso de Nuremberg contra los criminales de guerra en apoyo de su culpabilidad de crímenes contra la paz.

Sobre el segundo punto, he aquí las conclusiones esenciales del informe: «Por su origen, su naturaleza, su estructura y su conducta, el régimen franquista es un régimen fascista calcado sobre el alemán nazi de Hitler y la Italia fascista de Mussolini e instituido en gran parte gracias a su ayuda... Numerosos testimonios que el Subcomité considera como auténticos y dignos de fe de-

muestran que el régimen franquista consiste en emplear los métodos de persecución de la oposición política y de vigilancia policiaca característicos de los regímenes fascistas y que son incompatibles con los principios de la Organización de las Naciones Unidas."

El informe del que acabo de reproducir algunos significativos extractos fué ultimado por el Subcomité a fines de mayo. El Consejo de Seguridad lo examinó a principios de junio. Y estimó, como ya lo había hecho el Subcomité, que las medidas propuestas contra Franco cobrarían todavía mayor autoridad y se revestirían de mayor eficacia si fuesen obra de la misma Asamblea. ¿Cuál es la principal de estas medidas? Sigo citando el informe del Subcomité: «El Consejo de Seguridad debería transmitir a la Asamblea general la documentación y los informes del Subcomité acompañados de una recomendación en los términos de la cual, a menos que el régimen de Franco no sea abolido y que las otras condiciones de libertad política indicadas en la declaración no se llenen completamente, la Asamblea votará una resolución recomendando que cada miembro de las Naciones Unidas rompa inmediatamente las relaciones diplomáticas con el régimen franquista.

Son posibles dos hipótesis:

O bien, se va Franco antes del voto de la Asamblea y para evitar este voto; — y esto es a lo que tienden verosimilmente ciertas potencias representadas en el Consejo de Seguridad y que jamás han desesperado de obtener por medio de negociación algo así como una abdicación de Franco; su salida anticipada del poder, su marcha amistosa, sino voluntaria.

O bien se va Franco después del voto de la Asamblea, a consecuencia y por el golpe de ese voto, que privará a él, a su régimen y a su país, de atmósfera irrespirable.

Así, pues, en una u otra hipótesis, bien sea por la amenaza suspendida sobre Franco por la inminencia del voto, o bien sea por la situación que en España se crea por este voto, es del voto mismo de lo que depende la marcha de Franco, y la fecha de su salida estriba en la fecha del voto. Es por tanto exacto, literalmente exacto, decir que aplazar la fecha de la reunión de la Asamblea equivale a aplazar el arreglo de la cuestión española.

Sería aún algo más y algo peor. Sería arreglar la cuestión española a contrapelo. Porque si la amenaza se difiriese hasta el punto de perder consistencia y peso, si el aplazamiento de la Asamblea abandonase su veto futuro a las contingencias de todas las vicisitudes internacionales, entonces Franco recobraría alientos y confianza. Las vanas amenazas le servirían una vez más, contra su pueblo, de testimonio y de confortación. Y las Naciones Unidas, una vez más, habrían no sólo prolongado, sino también consolidado, el régimen que, una vez más, acaban de declarar incompatible con su propia existencia.

... de los que figuran los jefes de los departa-

... tiempos que corrimos la lengua y la cultura españolas.

J. M. V.

doctor Negrín explicativas de su posición sobre la legitimidad de la representación socialista a que él pertenece, el señor Llopis vuelve a intervenir para anunciar que abandonará la Asamblea si no se reconocen plenamente su legitimidad y su derecho. Intervienen Mr. Blum y otros delegados y el incidente queda zanjado con la aceptación de la propuesta belga según la cual se harán constar minuciosamente en acta las manifestaciones de los señores Llopis y Negrín.

EL SR. LLOPIS ABOGA POR EL RECONOCIMIENTO DEL GOBIERNO DE LA REPUBLICA

Después se entra en la discusión del motivo de la Conferencia. El Sr. Llopis propone que se discutan en primer término los diversos aspectos del problema: el diplomático, el económico, y que después se aborde la ayuda práctica a aportar a los resistentes españoles. Concreta su proposición en estos dos puntos: lo que pueden hacer los partidos socialistas de los diversos países en favor de los demócratas españoles; lo que deben hacer esos partidos socialistas para ayudar a los republicanos del interior del país. Explica el sentido de su proposición en un discurso en el que hace historia del drama español. Habla de las diversas fases de la guerra y de la política internacional que impulsaron al pueblo español a acariciar continuamente la esperanza de su liberación. Primero fué la ansiada victoria de los aliados sobre el Eje. Luego, la Conferencia de San Francisco. Después el triunfo electoral del Partido Laborista inglés. Más tarde, los diversos comicios diplomáticos, en los que el problema de España ha sido tratado. "No hemos abtenido hasta ahora — agregó — más que declaraciones y condenaciones verbales contra el régimen franquista. Pero, al mismo tiempo que se hacían tales declaraciones, se estrechaban las relaciones con Franco y se acentuaba la colaboración económica con su sistema. Franco no ha vacilado en hipotecar nuestro país, y la venta de cuanto en España es cotizable en el mercado exterior se ha acentuado en los últimos tiempos en términos ruinosos para la desventurada España". Concluye el señor Llopis pidiendo que los partidos socialistas impidan que Franco obtenga el empréstito que angustiosamente persigue en los momentos actuales para apuntalar su titubeante régimen y que, puesto que existe un Gobierno republicano español en el exilio, representante de la única legitimidad susceptible de ser aceptada por la mayoría del pueblo, ese Gobierno debe ser reconocido por aquellos en los que los socialistas tengan participación o los dirijan o integren totalmente, como es el caso de diversas naciones. El señor Llopis fué unánimemente aplaudido por la Conferencia.

INTERVENCION DEL DR. NEGRIN

El Dr. Negrín se extiende en elogios al señor Blum y a otros representantes socialistas presentes en la Conferencia. Pide la ruptura de relaciones económicas con la España de Franco por los países democráticos. Elogia igualmente el discurso que acaba de pronunciar el señor Llopis.

LOS DELEGADOS EXTRANJEROS

En el curso de las sesiones intervinieron además los siguientes delegados: Paul Rivet y Louis Levy (Francia), Szakasitz (Hungria), Kratcovil (Checoslovaquia), Svoulos (Grecia), Jarblum (Palestina), Van der Goes (Holanda), Schaerft (vicecanciller de Aus-

La Conferencia Internacional Socialista, reunida en París los días 27 y 28 de agosto. Después de oír a los delegados de los Partidos Socialistas de España, Grecia, Holanda, Hungría, Italia, Luxemburgo, Noruega, Polonia, Palestina, Rumanía, Suecia, Suiza, Checoslovaquia, Buda, Gran Bretaña, Austria, Bélgica, Bulgaria, Dinamarca, Finlandia y Francia,

DECLARA:
— que la supervivencia del régimen de Franco constituye un desafío a la democracia internacional y un peligro para la paz,
— que los Partidos Socialistas tienen el deber de apoyar y de estimular toda acción internacional susceptible de determinar, en el más breve plazo, la caída del régimen franquista,

— que es extremadamente deseable que esta acción internacional se exprese con toda su fuerza por medio de la Organización de las Naciones Unidas,
— que el objetivo de esta acción no puede ser otro sino el del restablecimiento en España de un régimen de libertad que permita al pueblo darse, por la vía del sufragio universal, el gobierno de su elección.

Los Partidos Socialistas tienen una absoluta confianza en la voluntad del pueblo español, y en particular en la clase obrera, en el sentido de que mantendrá el régimen de legalidad republicana desalojado por la fuerza por Franco, gracias a la intervención de los sistemas fascistas extranjeros a él asociados.

La Conferencia Internacional Socialista hace suya la recomendación del Subcomité de encuesta de la ONU en este aspecto: "a menos que el régimen de Franco no sea abolido y que las otras condiciones de libertad política indicadas en la declaración del Subcomité no sean íntegramente cumplidas, la Asamblea vota una resolución recomendando que cada miembro de las Naciones Unidas rompa inmediatamente las relaciones diplomáticas con el régimen franquista".

La Conferencia desea vivamente que esta resolución reciba la aprobación de la Asamblea de las Naciones Unidas en el curso de la próxima sesión y que sea puesta en ejecución sin demora.

Considera, además, que cada Partido Socialista está obligado a poner en práctica todo medio de acción que juzgue útil para decidir a los Gobiernos a apresurar de común acuerdo la decisión de la ONU, a completarla, si no obtiene resultado inmediato, con las medidas económicas que esta decisión comporta y a asegurar por ella el máximo de prontitud y eficacia.

CONSTITUCION DE DOS COMITES DE AYUDA A LA DEMOCRACIA Y AL PARTIDO SOCIALISTA

Se acordó crear un Comité permanente de ayuda a la España democrática, presidido por el señor Debrukere y del que formarán parte representantes de los Partidos Socialistas de Inglaterra, Francia, Noruega, Suecia e Inglaterra.

Igualmente ha sido creado otro Comité Permanente de Ayuda a los Socialistas Españoles que se establecerá en Bruselas. Lo presidirá el Sr. Debrukere, y estará integrado por los señores Rivet (Francia), Laski (Gran Bretaña), Bosso (Italia), Droz (Suiza) y Van der Goes (Holanda). Ha sido nombrado secretario general del mismo el señor Sonnevill, belga.

España desde el destierro
El Pueblo Español
por un Hombre cualquiera

Pueblo español. Hijos del sol y la pasión; tallados en las rocas de razas muy diferentes. Pero todas españolas.

Pueblo de España. Forjador de vientos y de tempestades. Domador de océanos. Pueblo de España. Forjador de fantasías, sembrador de mundos y estoico ante el hambre; donde el hambre se pasa con una sonrisa, y el alma se extiende — vencedora de lágrimas — más allá de la vida... y la vida se aguanta al pecho, mientras el pensamiento se dispara mudo, hacia la conquista de los ideales...

Pueblo español. Hecho de celtas, de iberos, de fenicios, de romanos, de cartagineses, de visigodos y de árabes.

Pueblo de los vascos seculares, catalanes de pedernal, mallorquines arrogantes, mahoneses duros, navarros enteros, asturianos de perspectivas, gallegos navegantes, leoneses bravos, castellanos de horizontes, aragoneses de acero, murcianos alegres, valencianos valientes, extremeños de conquistas, andaluces soñadores y canarios como el Teide.

Pueblo español, de argonautas y capitanes, de héroes y filósofos, de poetas, pensadores, de santos y de mártires.

Pueblo mío y de Séneca — el filósofo del mundo —, de Pomponio Mela, Teodosio, Luciano, Columela y Trajano.

De Wamba — el rey que perdió la corona, cuando perdió la barba — y de Witiza y Recaredo —, el de los concilios toledanos —.

De Don Rodrigo y la Cava, — el amor trágico de España.

De Averroes y Avicena — magos de la medicina —, de Abderraman y Almanzor —, glorias del Califato —.

De San Isidoro, de Guzmán el Bueno, de Fernando III el Santo, de Alfonso X el Sabio — el de las siete partidas —, de Sancho IV el Bravo y de Jaime I el Conquistador.

De Boabdil y Aixa — los eternos fantasmas de la Alhambra —, de Ximenes de Cisneros y de Isabel I; de Colón — el visionario de mundos — y de Gonzalo de Córdoba — el Gran Capitán —.

De Hernán Cortés, Pizarro y Ojeda — creadores de América —; y de Miguel Servet, el científico mártir.

De Gonzalo de Berceo y Juan Ruiz — el arcipreste del buen amor —, de Diego Hurtado de Mendoza — almirante de Castilla y poeta.

De Francisco Imperial — el genovés sevillano —, del Marqués de Santillana — el de las serranillas —, de Jorge Manrique — el poeta de príncipes —, de Gil Vicente — portugués y andaluz —, y de Boscán — el ruiseñor de Cataluña.

De Garcilaso de la Vega — el trovador soldado — y Gutierre de Cetina — el de los madrigales —; de Santa Teresa de Jesús — la de los versos nacidos del fuego del amor de Dios — y de San Juan de la Cruz — el de las canciones del alma —.

De Fray Luis de León, Herrera, Bartolomé de las Casas, Gil Polo, Espinel y Cervantes — la montaña de España —.

(Continuará)

Hitler y la Italia fascista de Mussolini e insituído en gran parte gracias a su ayuda... Numerosos testimonios que el Subcomité considera como auténticos y dignos de fe de-

Solidaridad antifranquista
Los trabajadores norteamericanos se pronuncian enérgicamente contra la tiranía española

NUEVA YORK. — La Federación Norteamericana de Trabajadores, que agrupa más de cinco millones de trabajadores de los Estados Unidos, ha votado una resolución dirigida al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas recomendándole haga pública una declaración internacional de restablecimiento de los derechos y libertades del hombre que, al adoptarse y aplicarse, demuestre a los trabajadores del mundo entero que no han sido estériles los ríos de sangre derramados en estos últimos años. La resolución de la F.N.T. se basa sobre la triste situación de los tra-

bajadores de España que continúan sometidos a un régimen tiránico y de opresión incompatible con la dignidad humana. Después de ratificar su sentimiento ante el hecho incomprensible de la subsistencia de un régimen internacionalmente descalificado y odiado, la F.N.T. denuncia el peligro que representa para la paz internacional la continuidad de un régimen despótico para los españoles y que, en razón de sus características, ha de proceder también despóticamente en sus escasas relaciones internacionales, con quebranto para la paz del mundo.

PROTESTA DE LOS SINDICATOS AUSTRIACOS

VIENA. — El Comité Ejecutivo de la Liga de Sindicatos Austriacos ha aprobado una resolución de censura contra el régimen del general Franco.

Esta decisión fué adoptada en la reunión que se celebró el miércoles pasado. En nombre de 600.000 afiliados, la Liga de Sindicatos Austriacos se suma a la protesta y repulsa mundial hacia el régimen franquista, que califica de negación de los derechos democráticos y sindicales de la clase trabajadora.

LA ASOCIACION INTERNACIONAL DE PRISIONEROS DIRIGE UN MENSAJE DE ADHESION AL GOBIERNO DE LA REPUBLICA

VARSOVIA. — En el Congreso celebrado el 14 de este mes para constituir la Asociación Internacional de ex-Prisioneros políticos internados en los campos de concentración alemanes durante la pasada guerra, con asistencia de delegaciones de la Gran Bretaña, Checoslovaquia, Italia, Francia, Bélgica, Holanda, Luxemburgo, Austria y España, se tomó el acuerdo de enviar un cariñoso mensaje al Presidente de la República Española, Doctor Giral, ofreciéndole, en su calidad de Presidente del Gobierno, el incondicional apoyo de la nueva organización internacional.

LE CONGRES INTERNATIONAL DES ETUDIANTS CONTRE LE FRANQUISME

PRAGUE. — Le Chef du Gouvernement tchécoslovaque, M. Grosman, a lancé un appel aux étudiants de tous les pays, qui, à l'occasion du Congrès international des étudiants, se trouvent réunis à Prague, en les invitant à lutter contre la survivance du franquisme. Les étudiants ont répondu à l'appel de M. Grosman en déclarant qu'ils apporteraient une aide effective au peuple espagnol pour se libérer du fascisme.

Director: César ALVAJAR
S. P. I., 4, Rue Saulnier — PARIS (9^e)

LES OUVRIERS YUGOSLAVES

BELGRADE. — Les ouvriers de la Ville de Pultz ont envoyé à la Fédération Syndicale Mondiale un télégramme ainsi conçu: « Les ouvriers de Pultz envoient à la Fédération Syndicale Mondiale leur salut et, en même temps, protestent contre l'existence du régime fasciste et demandent que l'on aide le peuple espagnol ».

Le télégramme se termine par ces mots: « Nous sommes disposés à lutter conjointement avec tous les ouvriers de Yougoslavie pour détruire définitivement tous les restes du fascisme ».

LES INTELLECTUELS SUEDOIS

STOCKHOLM. — La presse suédoise a publié un manifeste signé par le Maire de Stockholm, le Président de l'Union des Imprimeurs, le Parti social-démocrate, par des écrivains, des artistes et la Section suédoise de la Fédération Internationale Démocratique des Femmes.

Ce manifeste, après avoir résumé l'histoire de la situation espagnole, s'adresse à l'opinion mondiale pour demander l'appui et l'aide de tous pour libérer le peuple espagnol de la dictature fasciste. Il s'adresse en particulier à toutes les classes sociales de la Suède leur demandant une aide matérielle et morale en faveur du peuple espagnol.

De interés para los españoles

El « QUAKER SERVICE » en Toulouse pone a disposición de los refugiados un curso de carpintería. Como el número de plazas tendrá que ser limitado, éstas serán reservadas para jóvenes de 14 a 30 años sin oficio o profesión. Todos los refugiados, cualesquiera que sea su nacionalidad, son elegibles siempre que ellos no puedan tomar este aprendizaje en otra parte.